

2021-05-03

Lundi, le 3 mai 2021

Le conseil de la Municipalité de Saint-Adrien siège en séance ordinaire ce lundi, trois mai deux mille vingt et un (03-05-2021) à dix-neuf heures trente en respectant les consignes du gouvernement relativement au couvre-feu ainsi qu'à la distanciation sociale de deux (2) mètres entre chaque personne.

La rencontre a lieu dans la salle située au 2^e étage du Centre communautaire.

CONSIDÉRANT le décret numéro 177-2020 du 13 mars 2020 qui a déclaré l'état d'urgence sanitaire sur tout le territoire québécois pour une période initiale de dix jours ;

CONSIDÉRANT les décrets subséquents qui prolongent cet état d'urgence, soit jusqu'au 7 mai 2021 ou jusqu'à ce que le gouvernement ou le ministre de la Santé et des Services sociaux les modifie ou y mette fin ;

CONSIDÉRANT l'arrêté ministériel numéro 2020-029, daté du 26 avril 2020, de la ministre de la Santé et des Services sociaux, qui précise que toute séance peut se tenir à l'aide d'un moyen permettant à tous les membres de communiquer immédiatement entre eux ;

CONSIDÉRANT QUE les séances sont à huis clos pour respecter les consignes du gouvernement ;

CONSIDÉRANT QUE les séances seront enregistrées et déposées sur le site internet ;

CONSIDÉRANT qu'il est dans l'intérêt public et pour protéger la santé de la population, des membres du conseil et des officiers municipaux que la présente séance soit tenue en respectant les consignes du gouvernement relativement à la distanciation sociale de deux (2) mètres entre chaque personne avec port d'un couvre-visage lors des déplacements ;

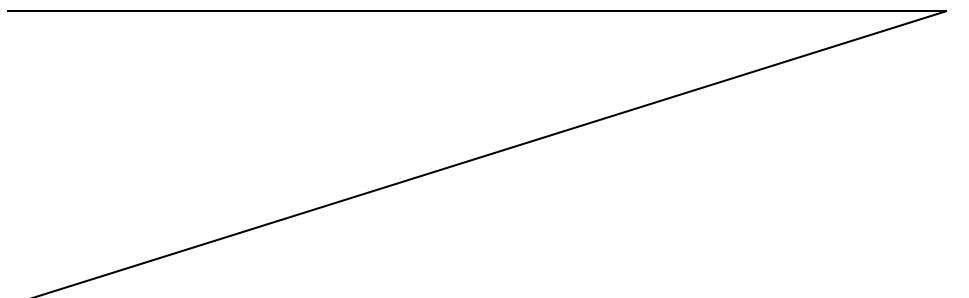
202105-105

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Claude Dupont appuyé par le conseiller Francis Picard

ET RÉSOLU UNANIMEMENT

QUE la présente séance du conseil sera tenue et que les membres du conseil, les officiers municipaux puissent y participer en respectant la distanciation sociale recommandée par le gouvernement.

Adoptée



Lundi, le 3 mai 2021

Séance ordinaire du conseil municipal de Saint-Adrien tenue le lundi, trois mai deux mille vingt et un (03-05-2021) à dix-neuf heures trente au Centre communautaire sous la présidence de Monsieur Pierre Therrien, maire et des conseillers suivants :

Siège N° 1 = Adrien Gagnon
Siège N° 2 = Richard Viau
Siège N° 3 = Claude Dupont
Siège N° 4 = Claude Blain
Siège N° 5 = Maxime Allard
Siège N° 6 = Francis Picard

La directrice générale et secrétaire-trésorière Maryse Ducharme est aussi présente.

- 1° Adoption de l'ordre du jour ;
- 2° Compte-rendu du responsable du réseau d'égout ;
- 3° Adoption du procès-verbal des réunions précédentes ;
- 4° Suivi des réunions précédentes (si changement) ;
- 5° Certificat de crédits suffisants ;
- 6° Adoption des comptes ;
- 7° Compte-rendu des sorties des élus ;
- 8° La correspondance ;
- 9° Programme de soutien aux politiques familiales municipales ;
- 10° Emploi – entretien (pelouse) ;
- 11° Services horticoles ;
- 12° Période de questions ;
- 13° Pause ;
- 14° Formation Infotech ;
- 15° Règlement numéro 369 relatif à la prévention des incendies ;
- 16° Location du terrain de balle du 31 juillet au 2 août 2021 ;
- 17° Location de salle – Patrick Therrien ;
- 18° Demande de Ravir ;
- 19° Projet de résidence pour personnes âgées « La Sage Maison » ;
- 20° Voirie ;
- 21° Varia ;
 - 21.1° Renouvellement de l'adhésion à Copernic ;
 - 21.2° Présentation des états financiers 2020 ;
 - 21.3° Renouvellement – opération et maintenance du réseau d'égout ;
 - 21.4° Plan de sécurité civile – Formation d'un comité ;
 - 21.5° Demande de prêt ;
 - 21.6° Demande pour aménagement extérieur ;
 - 21.7° Planification stratégique ;
 - 21.8° Embauche d'une ressource – projet compostage ;
 - 21.9° Avis de motion et dépôt du projet de règlement de gestion contractuelle ;
 - 21.10° Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie ;
 - 21.11° Certificats cadeaux – sondage ;

202105-106

Il est proposé par le conseiller Claude Dupont appuyé par le conseiller Francis Picard

QUE l'ordre du jour soit accepté comme tel à la condition que l'item 21.2 soit traité en premier et qu'il demeure ouvert jusqu'à la fin de la session.

Adoptée

PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

202105-107

Il est proposé par le conseiller Francis Picard
appuyé par le conseiller Maxime Allard

QUE les membres du conseil de la Municipalité de Saint-Adrien déposent et acceptent les états financiers 2020 préparé par la firme Groupe RDL Victoriaville sencrl et présenté par visioconférence étant donné la situation d'urgence sanitaire relié au COVID-19.

Adoptée

PROCÈS-VERBAL

Attendu que les élus ont reçu une copie du procès-verbal de la séance ordinaire du 12 avril 2021 et qu'ils en ont pris connaissance ;

202105-108

Il est proposé par le conseiller Adrien Gagnon
appuyé par le conseiller Claude Blain

QUE le procès-verbal soit adopté.

Adoptée

PROCÈS-VERBAL

Attendu que les élus ont reçu une copie du procès-verbal de la séance extraordinaire du 19 avril 2021 et qu'ils en ont pris connaissance ;

202105-109

Il est proposé par le conseiller Francis Picard
appuyé par le conseiller Richard Viau

QUE le procès-verbal soit adopté.

Adoptée

CERTIFICAT DE CRÉDITS SUFFISANTS

Je soussignée, Maryse Ducharme, directrice générale et secrétaire-trésorière, déclare qu'il y a des crédits suffisants pour payer les comptes ci-après mentionnés.

202105-110

.....
Maryse Ducharme,
Directrice générale et secrétaire-trésorière

LES COMPTES

202100205 = Bell Canada : téléphone pour agent de développement	260.32 \$
202100206 = CSLE : renouvellement de l'adhésion	70.00 \$
202100207 = Bell Canada : téléphones au bureau municipal	264.10 \$
202100208 = Bell Mobilité : forfait cellulaires	87.23 \$

TOTAL DES DÉPENSES D'AVRIL : 72 853.71 \$

TOTAL DES REVENUS D'AVRIL : 35 860.78 \$

202190089 à 93 = Maryse Ducharme : salaire (5 semaines)	3 991.50 \$
202190094 à 98 = Émilie Windsor : salaire (5 semaines)	2 924.35 \$
202190099, 100 à 102 à 104 = Jean-Philippe Gilbert : salaire (5 semaines)	3 109.95 \$
2021900101, 105 à 108 = Dany Guillemette : salaire (5 semaines)	3 304.00 \$
2021900109 = Maxime Allard : rémun. des élus pour mai 2021	284.80 \$
2021900110 = Claude Blain : rémun. des élus pour mai 2021	284.80 \$
2021900111 = Claude Dupont : rémun. des élus pour mai 2021	284.80 \$
2021900112 = Adrien Gagnon : rémun. des élus pour mai 2021	284.80 \$
2021900113 = Francis Picard : rémun. des élus pour mai 2021	284.80 \$
2021900114 = Pierre Therrien : rémun. des élus pour mai 2021	853.88 \$
2021900115 = Richard Viau : rémun. des élus pour mai 2021	284.80 \$
202100209 à 213 = Michel Larrivée : conciergerie école, bibliothèque, centre communautaire (5 semaines)	1 650.00 \$
202100214 = Centre de services scolaire : location locaux école	175.00 \$
202100215 = ADMQ : formation le PL 67 et le monde municipal et suivi et contrôle budgétaire	229.95 \$
202100216 = Airablo : plat 3/16 x 1 1/2, commutateur de pression	171.34 \$
202100217 = Vivaco : essence, épinette sec, peinture aérosol, bois traité, vis bois, caisses d'eau, ampoules	607.18 \$
202100218 = Ministère du revenu : cotisation de l'employeur	4 622.76 \$
202100219 = Régie sanitaire des Hameaux : quote-part mai 2021 et collecte de plastiques agricoles pour mars et avril 2021	2 794.61 \$
202100220 = Agence des douanes et du revenu : cotisation de l'employeur	1 613.71 \$
202100221 = Pierre Therrien : frais de déplacement	86.20 \$
202100222 = Leroux et Frères : tail pipe pour Silverado, collet de muffler, tuyau	308.82 \$
202100223 = Régie intermunicipale d'incendie des Trois (3) Monts : 2 ^e versement de la quote-part 2021	16 976.67 \$
202100224 = Formation Urgence Vie : kit de remplacement pour LIFEPAK	205.23 \$
202100225 = Paradis & Frères A.F.M. inc. : climatiseur portatif 12 000 BTU	609.36 \$
202100226 = Municipalité de Saint-Georges : service d'inspection pour janvier, février et mars, 50% des frais de cellulaire et de la cotisation annuelle COMBEQ	4 576.64 \$
202100227 = JN Denis : peinture en spray, stud, nut 33 mm	208.18 \$
202100228 = Charest International : handel	396.12 \$
202100229 = Desroches : diesel	885.23 \$
202100230 = Sidevic : chiffon t-shirt	41.28 \$
202100231 = John-Ross F. Roy : verifier code moteur, adjuster power divider, adjuster clutch	460.00 \$
202100232 = Fonds de Solidarité FTQ : régime retraite	733.60 \$
202100233 = La Meunerie ; 2 ^e versement subvention 2021	1 325.00 \$
202100234 = Centre agricole Wotton : switch, filtre	361.55 \$
202100235 = Wurth : racc. graisse	129.71 \$
202100236 = Les pièces d'équipements Bergor : brosse pour tracteur à pelouse	530.22 \$
202100228 = Charest International : egr valve	2 869.81 \$
202100238 = H ₂ O Innovation : contrat de service – égout	569.13 \$
202100239 = Les éditions juridiques FD : mise à jour du code municipal – inspecteur	86.10 \$
202100240 = Fonds d'information sur le territoire : avis de mutation	30.00 \$
202100241 = Excavation Marquis Tardif : transport de gravier	1 602.75 \$
202100242 = Eurofins Environex : analyses de laboratoire pour égout	333.71 \$
202100243 = Oxygène Bois-Francis : acétylène	15.87 \$
202100244 = Consultants GTE : mandat de refonte en urbanisme	1 271.84 \$

RBC : camion Western Star (60 mois /2018-02-21 à 2023-02-21)	3 141.10 \$
Kubota Canada : tracteur à pelouse (60 mois / 2017-07-22 à 2022-06-22)	301.94 \$
	<hr/>
	65 813.09 \$

202105-111

Il est proposé par le conseiller Adrien Gagnon
appuyé par le conseiller Richard Viau

QUE les comptes ci-haut mentionnés soient acceptés et que le maire et la secrétaire-trésorière soient autorisés à signer les chèques pour et au nom de la municipalité.

Adoptée

**PROGRAMME DE SOUTIEN À LA DÉMARCHE
MUNICIPALITÉ AMIE DES AÎNÉS
NOMINATION D'UN REPRÉSENTANT**

202105-112

Il est proposé par le conseiller Claude Blain
appuyé par le conseiller Adrien Gagnon

QUE la Municipalité de Saint-Adrien mandate Richard Viau, conseiller, à agir à titre de représentant municipal du dossier Municipalité Amie des aînés.

Adoptée

**PROGRAMME DE SOUTIEN À LA DÉMARCHE
MUNICIPALITÉ AMIE DES AÎNÉS – VOLET 1
DEMANDE D'APPUI FINANCIER**

CONSIDÉRANT QUE le ministère de la Santé et des Services a élaboré et mis en place le Programme de soutien à la démarche Municipalité amie des aînés - Volet 1 : Soutien à la réalisation de politiques et de plans d'action en faveur des aînés, qui vise à soutenir la réalisation (élaboration ou mise à jour) d'une politique municipale en faveur des aînés et du plan d'action qui en découle par une municipalité, une MRC ou une communauté autochtone du Québec ;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Adrien souhaite présenter une demande d'appui financier au Ministère afin de se doter d'une politique et d'un plan d'action axé sur le bien-être et la santé des aînés qui compose 51 % de la population de la municipalité ;

202105-113

POUR CES MOTIFS, il est proposé par le conseiller Claude Dupont
appuyé par le conseiller Claude Blain

Et résolu unanimement

QUE la Municipalité de Saint-Adrien autorise la demande de soutien financier dans le cadre Programme de soutien à la démarche Municipalité amie des aînés - Volet 1 : Soutien à la réalisation de politiques et de plans d'action en faveur des aînés ;

QUE la Municipalité de Saint-Adrien mandate Maryse Ducharme, directrice générale et secrétaire-trésorière, à agir à titre de représentante de la municipalité pour le suivi de la demande d'appui financier et à signer la convention d'aide financière préparé par l'agente de développement, Émilie Windsor au nom de la Municipalité de Saint-Adrien ;

Adoptée

OFFRE D'EMPLOI ENTRETIEN DE LA PELOUSE – EMBAUCHE

202105-114

Il est proposé par le conseiller Richard Viau appuyé par le conseiller Claude Blain

QUE la Municipalité de Saint-Adrien embauche Steven Channer pour faire la tonte de la pelouse et autres travaux pendant la période estivale 2021 au salaire de 15 \$ de l'heure.

QUE la Municipalité de Saint-Adrien autorise l'achat de bottines de travail pour un montant de 150 \$ maximum et sera remboursée sur présentation de la facture.

QUE la Municipalité de Saint-Adrien mandate les employés de voirie pour la supervision de l'employé en l'informant aussi de l'importance du port des équipements de sécurité au travail.

Adoptée

SERVICES HORTICOLES

Un suivi sera fait dans ce dossier à la prochaine séance.

FORMATION EN LIGNE OFFERTE PAR INFOTECH NOUVEAUTÉS SYGEM

202105-115

Il est proposé par le conseiller Richard Viau appuyé par le conseiller Adrien Gagnon

QUE la Municipalité de Saint-Adrien autorise Maryse Ducharme, directrice générale et secrétaire-trésorière à s'inscrire à une formation offerte par Infotech. Le coût de la formation est de 245 \$ plus taxes.

Adoptée

RÈGLEMENT NUMÉRO 369 RELATIF À LA PRÉVENTION DES INCENDIES

CONSIDÉRANT QU'un avis de motion du *Règlement numéro 369 relatif à la prévention des incendies* a été donné le 12 avril 2021 ;

CONSIDÉRANT QUE le projet de règlement a été déposé le 12 avril 2021 ;

202105-116

POUR CES MOTIFS, il est proposé par le conseiller Adrien Gagnon appuyé par le conseiller Francis Picard

LE CONSEIL DE LA MUNICIPALITE DE SAINT-ADRIEN DECRETE CE QUI SUIT :

**RÈGLEMENT NUMÉRO 369 RELATIF À LA PRÉVENTION
DES INCENDIES**
Édition 2021

TABLE DES MATIÈRES

PRÉAMBULE	3
Chapitre 1 « Dispositions générales »	4
Chapitre 2 « Dispositions interprétatives »	7
Chapitre 3 « Utilisation des immeubles et infrastructures »	14
Chapitre 4 « Nuisances »	17
Chapitre 5 « Appareils de protection contre les incendies »	19
Chapitre 6 « Normes de sécurité des bâtiments »	26
Section 7.1 - Pièces pyrotechniques	32
Section 7.2 - Permis pour feu en plein air	33
Chapitre 8 « Incendie dans un véhicule »	37
Chapitre 9 « Dispositions pénales »	39
Amendes	40
Recours	41
ANNEXE	42
ANNEXE A Tarif pour les feux de véhicules pour les non-résidents de la municipalité	44

PRÉAMBULE

Le Règlement sur la prévention des incendies de la Municipalité a pour objectifs de favoriser le développement d'une culture de prévention auprès des citoyens et des compagnies. La volonté d'assurer un développement durable de la région passe inévitablement par des moyens tangibles pour protéger les vies humaines et les ressources économiques qui composent notre richesse locale.

Le Règlement sur la prévention des incendies est avant tout un outil de travail qui sera utilisé dans un premier temps comme moyen de persuasion pour amener la population à devenir proactive en matière de sécurité incendie. À moins de situation grave, l'application de la réglementation se fera dans un esprit favorisant la collaboration du public. De plus, il sera justifié de définir des échéanciers afin de permettre aux citoyens de se conformer à la réglementation.

Néanmoins, dans certains cas, il devient impératif de faire respecter, sans délai, la réglementation afin d'assurer la sécurité du public. Les récalcitrants ou les récidivistes se verront alors poursuivis selon les dispositions pénales prévues.

La Municipalité demande la collaboration de ses citoyens afin de favoriser, dans leur milieu de vie, le respect de cette réglementation.

Nous avons tous intérêts à prendre les moyens qui s'imposent pour protéger nos vies et notre village.

RÈGLEMENT SUR LA PRÉVENTION DES INCENDIES
NUMÉRO 369
Édition 2021

Chapitre 1 « Dispositions générales »

1. Domaine d'application

Le présent règlement contient des exigences pour la prévention des incendies, la lutte contre l'incendie et la sécurité des personnes dans les bâtiments. Il réglemente les activités présentant des risques d'incendie, l'entretien du matériel de sécurité et des voies d'évacuation, les extincteurs portatifs, le contenu des bâtiments et l'élaboration de plans de sécurité incendie y compris l'organisation du personnel de surveillance pour les cas d'urgence. Il vise également à réduire l'incidence des incendies qui pourraient se déclarer à l'extérieur des bâtiments et présenter un risque pour la communauté et traite de la façon de les circonscrire et de les combattre ainsi que du stockage et de la manutention des marchandises dangereuses et des liquides inflammables et combustibles.

2. Territoire visé

Les dispositions du présent règlement s'appliquent à l'ensemble du territoire sous la juridiction de la Régie Intermunicipale des 3 Monts, soit Ham Nord, Saints-Martyrs Canadiens, Notre Dame de Ham, Saint Fortunat et Saint Adrien.

3. Responsabilité de l'application – directeur

La Régie Intermunicipale des 3 Monts est chargée de l'administration et de l'application du présent règlement.

Les exigences formulées par le présent règlement ou celles que détermine Régie Intermunicipale des 3 Monts en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, sont établies pour la sécurité du public en regard de la protection contre les incendies.

À cet effet, l'autorité compétente de la sécurité incendie est autorisée, à moins de stipulations contraires, à prendre toutes les mesures nécessaires prévues par la loi pour en assurer l'observance.

On ne doit pas interpréter le présent règlement comme tenant la Régie Intermunicipale des 3 Monts ou son personnel responsable pour tout dommage à des personnes ou à des biens en raison d'une inspection ou réinspection autorisée par les présentes, ou par un manque d'inspection ou réinspection, ou en raison du permis émis tel qu'il est prévu aux présentes, ou en raison de l'approbation ou désapprobation de tout équipement autorisé par les présentes.

4. Responsabilité

Sauf indication contraire, le propriétaire, le locataire, l'occupant ou le mandataire de l'une ou l'autre de ces personnes est responsable du respect des dispositions du présent règlement.

5. Code national de prévention des incendies

Le Code national de prévention des incendies du Canada 2010 et ses amendements sont, par le présent règlement, adoptés sous réserve des modifications apportées et prévues au présent règlement relatif à la prévention des incendies.

Chapitre Bâtiment du code de sécurité

Chapitre Bâtiment du code de sécurité (CBCS) et ses amendements sont, par le présent règlement, adoptés sous réserve des modifications apportées et prévues au présent règlement relatif à la prévention des incendies.

6. Droits acquis

Aucun immeuble ne jouit de droits acquis à l'encontre des exigences requises pour la sécurité du public en regard de la prévention des incendies.

7. Pouvoirs spéciaux

En tout temps, l'autorité compétente est autorisée à prendre les mesures nécessaires pour faire face aux cas d'urgence nécessitant une intervention de manière à empêcher une nuisance, un contaminant dangereux ou un danger qui pourrait affecter de façon grave l'environnement ou la santé publique dans les limites de la Municipalité.

L'autorité compétente doit aviser les autorités municipales dans les plus brefs délais. Selon le cas, il doit également aviser le Centre de contrôle environnemental du Québec, Direction régionale ainsi que l'Agence de la santé et des services sociaux concerné.

8. Pouvoirs d'inspection

- 1) Aux fins d'application du présent règlement, l'autorité compétente est autorisée à examiner, entre 7 h et 21 h, tout lieu d'habitation à moins d'une plainte ou du constat d'un risque tel que décrit à l'article 7.
- 2) L'autorité compétente peut visiter et examiner tous les autres bâtiments afin de constater si les dispositions du présent règlement sont observées.
- 3) Tout droit de visite doit être exercé en présence soit du propriétaire, soit du locataire soit de l'occupant de l'immeuble lors des heures d'ouverture du commerce.
- 4) Tout propriétaire, locataire ou occupant ou personne attitrée d'une propriété, d'un bâtiment ou d'un édifice est tenu de recevoir ledit officier, de s'identifier et de lui permettre la visite et l'examen des lieux, sous réserve de la législation applicable.

9. Approbation des plans

Avant l'émission du permis pour une construction ou pour un changement d'usage d'un bâtiment qui sera classé comme étant un risque élevé et/ou très élevé ou lors de la rénovation d'un bâtiment de ces classes de risques pour plus de cinquante (50) % de sa valeur, l'inspecteur en bâtiments de la municipalité devra consulter le TPI.

Pour les fins du présent règlement, celui-ci y vérifiera les éléments concernant la prévention d'incendie, la protection contre le feu, la sauvegarde des vies et recommandera aux autorités compétentes de prendre les mesures nécessaires pour assurer la protection des personnes et des biens.

10. Certificat de qualité

Toute personne visitant un lieu en vertu du présent règlement doit, sur demande, s'identifier et exhiber le certificat délivré par la Régie attestant de sa qualité.

11. Suspension d'activités et de travaux

L'autorité compétente peut pour un motif raisonnable, empêcher et suspendre les activités et les travaux non conformes au présent règlement.

12. Rapport sur matériaux et équipements

L'autorité compétente peut exiger, pour s'assurer du respect des dispositions du présent règlement, que le responsable d'un immeuble soumette à l'égard de celui-ci et à ses frais, un rapport préparé par une firme d'essais, société publique ou privée spécialisée, compétente et indépendante, sur les matériaux, les équipements, les dispositifs, les méthodes de construction, les éléments fonctionnels et structuraux utilisés dudit immeuble.

Chapitre 2 « Dispositions interprétatives »

13. Définitions

Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

Alarme non fondée : une alarme est non fondée lorsqu'elle est déclenchée sans nécessité en raison d'une installation inappropriée d'un système d'alarme incendie, d'un défaut de son fonctionnement, d'une négligence de son entretien, d'une manipulation inadéquate ou de toute autre négligence susceptible d'interférer avec son fonctionnement.

Appareil de chauffage : appareil servant principalement au chauffage d'un bâtiment ou d'une partie d'un bâtiment.

Appareil de chauffage à combustible solide : dispositif servant à transformer du combustible solide en chaleur utile et comprenant les éléments, les commandes, le câblage et les conduits, les foyers en maçonnerie et les foyers préfabriqués.

Avertisseur de fumée : détecteur de fumée avec alarme incorporée conçu pour donner l'alarme dès la détection de fumée à l'intérieur de la pièce ou de la suite dans laquelle il est installé.

Autorité compétente : le directeur du Service de sécurité incendie, ses représentants et les inspecteurs en prévention des incendies reconnus par la Régie Intermunicipale Des 3 Monts dûment autorisés sur le territoire de la Municipalité et toute autre personne nommée par résolution du conseil municipal pour voir à l'application du présent règlement (ex. : inspecteur municipal, garde-feu, etc.).

Boisseau : élément servant à doubler intérieurement une cheminée en maçonnerie ou en béton.

Buse d'évacuation : partie d'un appareil à combustion qui reçoit le tuyau de raccordement ou le collecteur de fumée.

Cabine de pulvérisation fermée : construction ventilée mécaniquement prévue pour isoler et loger l'installation nécessaire à l'application par pulvérisation de produits de finition ou d'entretien de façon à ce que le brouillard et les résidus puissent être contrôlés et évacués.

Cabine de pulvérisation ouverte : construction ventilée mécaniquement prévue pour loger l'installation nécessaire à l'application par pulvérisation de produits de finition ou d'entretien de façon à ce que le brouillard et les résidus puissent être contrôlés et évacués.

Chapeau : dispositif placé à la partie supérieure d'une cheminée servant à empêcher la pluie de pénétrer dans le conduit de la cheminée ; un tel dispositif peut comporter un grillage.

Carneau : conduit d'un appareil par lequel les gaz de combustion sont évacués du foyer vers la cheminée.

Centre de télésurveillance : installation recevant les signaux d'alarme incendie et où l'on retrouve, en tout temps, le personnel formé pour traiter les appels et les acheminer aux services d'urgence. On regroupe généralement sous ce vocable les installations communément appelées « centrale de réception d'alarme », « centrale de surveillance » ou « centrale monitrice ».

Certifié : appareil, composante, accessoire, construction ou pièce, qui ont subi divers tests et évaluations de sa conformité à une norme. L'appareil, composante, accessoire, construction ou pièce certifiés doit être porteur d'une plaque du laboratoire ayant effectué les essais. Cette plaque doit indiquer la norme à laquelle il a été soumis ainsi que les lettres du laboratoire. Les principaux laboratoires sont ULC, CSA, ACNOR, W.H.

Charge combustible : contenu combustible d'une pièce ou d'une aire de plancher, exprimé par le poids moyen du matériau combustible par unité de surface, à partir duquel on calcule le potentiel calorifique pouvant être dégagé connaissant le pouvoir calorifique du matériau ; comprend l'ameublement, les revêtements de sol, de mur et de plafond, la menuiserie de finition et les cloisons provisoires et amovibles (en ce qui concerne l'usage d'un bâtiment).

Chemisage : voir la définition de conduit de cheminée.

Citerne portable : récipient fermé conçu pour être déplacé lorsqu'il contient un liquide, équipé de patins, de fixations ou d'accessoires pour faciliter sa manutention et qui ne fait pas partie intégrante d'un véhicule de transport.

Clef de tirage : dispositif commandé par une clef et servant à régler le tirage d'un tuyau à fumée.

Code de construction : le Code de construction du Québec, chapitre 1, Bâtiment et Code national du bâtiment Canada 1995 (modifié) et ses amendements.

Code national de prévention des incendies : le Code national de prévention des incendies du Canada 2005 (CNRC, no 4766F) et ses amendements.

Combustible liquide ou gazeux : gaz propane, gaz naturel, mazout, kérosène et tout autre sous-produit liquide ou gazeux de la biomasse utilisés comme combustible dans un appareil.

Combustible solide : bois, tourbe, granules, charbon, maïs et autres sous-produits de la biomasse, utilisés comme combustible dans un appareil de chauffage et/ou de cuisson.

Conduit de cheminée : composé de métal, d'argile ou de céramique, capable de résister à la chaleur et à la corrosion, installé dans une cheminée pour contenir les produits de la combustion et protéger l'enveloppe de la cheminée contre la chaleur et la corrosion.

Conduit de distribution : qui achemine l'air en provenance d'un appareil de chauffage, de ventilation ou de climatisation vers l'endroit où cet air est requis.

Créosote : substance goudronneuse qui se retrouve, à l'état gazeux, dans la fumée et qui éventuellement, se liquéfie et adhère aux parois intérieures des cheminées et des conduits de fumée où elle s'accumule sous forme de dépôts solides.

Détecteur de chaleur : conçu pour se déclencher à une température ou à un taux d'augmentation de température prédéterminé.

Détecteur de fumée : conçu pour se déclencher lorsque la concentration de produits de combustion dans l'air dépasse un niveau prédéterminé.

Détecteur d'incendie : dispositif qui décèle un début d'incendie et transmet automatiquement un signal électrique qui déclenche un signal d'alerte ou un signal d'alarme ; comprend les détecteurs de chaleur et les détecteurs de fumée.

Directeur : le directeur du Service de sécurité incendie, ses représentants et les inspecteurs en prévention des incendies reconnus par la MRC d'Arthabaska dûment autorisés sur le territoire de la Municipalité et toute autre personne nommée par résolution du conseil municipal pour voir à l'application du présent règlement.

Écran de protection : assemblage de matériaux incombustibles servant à restreindre le rayonnement de la chaleur se dégageant d'un appareil de chauffage et à empêcher que cette chaleur soit transmise à des matériaux combustibles voisins.

Feu de classe K : provenant des appareils de cuisson et impliquant des agents de cuisson de nature combustible tels que les huiles végétales ou animales et les graisses.

Foyer : caisson de maçonnerie ou métallique reposant sur une surface incombustible, avec porte et cheminée, munie d'un pare-étincelles de façon à empêcher les tisons et autres matières combustibles de s'échapper, avec, à l'arrière et au niveau de la chambre de combustion, une surface pare-étincelles représentant 100% du pourtour du foyer.

Générateur d'air chaud : appareil dans lequel l'air constitue le fluide chauffant et auquel on peut généralement raccorder des conduits.

Générateur de chaleur : appareil destiné soit à chauffer directement une pièce ou un local, tel un poêle, un foyer à feu ouvert ou un générateur de chaleur suspendu, soit à chauffer les pièces ou locaux d'un bâtiment au moyen d'une installation de chauffage central, tel un générateur d'air chaud ou une chaudière.

Habitation : habitation du groupe C, bâtiment ou partie de bâtiment où des personnes peuvent dormir, sans y être hébergées ou internées en vue de recevoir des soins médicaux ou sans y être détenus.

Hauteur de bâtiment : nombre d'étages compris entre le plancher du premier étage et le toit.

Hébergement temporaire : tout bâtiment ou partie de bâtiment n'étant pas construit comme lieu de sommeil ou ne faisant pas partie d'un logement et qui temporairement est utilisé à cette fin.

Homologué : terme s'appliquant à un appareil et à ses accessoires, indiquant que ces derniers sont attestés conformes aux normes nationales qui en régissent la fabrication et le fonctionnement ou reconnu comme ayant subi avec succès les essais qui tiennent lieu de ces normes ; un appareil ne peut être considéré homologué que s'il porte la marque spécifique d'un laboratoire accrédité auprès du Conseil canadien des normes.

Immeuble impropre : un bâtiment impropre comprend de manière non limitative, un bâtiment abandonné et non entretenu, un bâtiment infecté par des bactéries, animaux ou moustiques, un logement non entretenu avec présence de nourriture pourrie, un logement avec présence de matière fécale animale ou humaine, dans un local habité avec des amoncellements d'objets de plus de 60 % de l'espace habitable, un bâtiment ayant présence de produits chimiques ou biologiques pouvant affecter la sécurité des gens, un bâtiment habité sans ameublement, un logement dont les murs sont recouverts de matières hautement combustibles comme le papier journal et les pellicules de plastique.

Marchandise dangereuse : produit ou substance réglementés par la Loi sur le transport des marchandises dangereuses et les règlements adoptés sous sa juridiction ou à défaut, un produit contrôlé et réglementé par la Loi sur les produits dangereux (L.R., 1985, ch. H-3) ainsi que les règlements en découlant.

Niveau moyen du sol : le plus bas des niveaux moyens définitifs du sol, lorsque ces niveaux se situent le long de chaque mur extérieur d'un bâtiment à l'intérieur de trois mètres du mur, selon des relevés qui tiennent compte de toute autre dénivellation que celle donnant accès aux portes d'entrée du bâtiment pour véhicules et pour piétons (pour déterminer la hauteur de bâtiment).

Nuisance : tout état de chose ou de fait qui est susceptible de produire des inconvénients sérieux ou de porter atteinte, soit à la vie, à la sécurité, à la santé, à la propriété et au confort des personnes ou qui les prive de l'exercice ou de la jouissance d'un droit commun constitue une nuisance.

Pièce pyrotechnique de la classe 7.2.1 : comporte un risque restreint, généralement utilisée à des fins de divertissement, telles que les pièces suivantes : pluie de feu, fontaines, pluie d'or, feux de pelouse, soleils tournants, chandelles romaines, volcans, brillants, pétards de Noël et capsules pour pistolet jouet, telles que définies par la Loi sur les explosifs (S.R., chap. E-15) et par le Règlement sur les explosifs.

Pièce pyrotechnique de la classe 7.2.2 : comporte un risque élevé, généralement utilisée à des fins de divertissement, telles que les pièces suivantes : fusées, serpenteaux, obus, obus sonores, tourbillons, marrons, grands soleils, bouquets, barrages, bombardos, chutes d'eau, fontaines, salves, illuminations, pièces montées, pigeons et pétards, et définies par la Loi sur les explosifs (S.R., chap. E-15) et par le Règlement sur les explosifs.

Pièce pyrotechnique de la classe 7.2.5 : comporte un risque élevé et ayant généralement un usage pratique comme les gros signaux de détresse, les signaux sonores, pyrotechniques et fumigènes, les pétards ferroviaires, les fusées de détresse et les fusées, lance-amarres, les saluts, les articles de théâtre et les dispositifs de contrôle de la faune, telles que définies par la Loi sur les explosifs (S.R., chap. E-15).

Pression de vapeur : s'exerce par les vapeurs se dégageant d'un liquide et déterminée selon la méthode décrite dans la norme ASTM D323, « Vapor Pressure of Petroleum Products (Reid Method) ».

Ramonage : procédé par lequel on extrait, à l'aide d'un racloir, d'une brosse métallique ou en nylon, la suie, le créosote et d'autres corps étrangers qui adhèrent aux parois intérieures des cheminées, des tuyaux à fumée et des appareils de chauffage.

Ramoneur : toute personne effectuant les opérations de ramonage de cheminées en conformité avec les prescriptions du présent règlement.

Récupérateur de chaleur : dispositif installé sur un tuyau à fumée et servant à récupérer la chaleur dégagée par les gaz de combustion.

Registre barométrique : voir la définition de régulateur de tirage.

Règlement de construction : tout règlement de construction applicable et en vigueur sur le territoire de la Municipalité et adopté au territoire visé.

Régulateur de tirage : dispositif servant à faire pénétrer dans un conduit d'évacuation de fumée, l'air qui est requis afin de régulariser le tirage de ce conduit.

Réservoir de stockage usagé : réservoir de stockage qui a déjà servi quel que soit la durée d'utilisation.

Résidence supervisée : établissement de soins ou de détention du groupe B, division 2, autre qu'un hôpital, une infirmerie ou une maison de repos, lequel abrite des personnes qui reçoivent ou à qui on offre des soins médicaux uniquement de transition ou des soins d'aide (voir l'annexe A du Code de construction du Québec).

Responsable : comprend le propriétaire, l'occupant ou le locataire de tout immeuble de même que tout mandataire de l'une ou l'autre de ces personnes.

Responsable d'un système d'alarme incendie : le propriétaire de l'immeuble, ou de la fraction d'un immeuble détenu en copropriété divise, auquel est lié le système d'alarme incendie et, dans le cas où l'intervention du Service de sécurité incendie de la Municipalité ne peut être associée à aucune unité en particulier, le syndicat des copropriétaires de l'immeuble détenu en copropriété divise.

Risque d'incendie – Catégories 1-2-3-4 : Les catégories de risques réfèrent au tableau du Schéma de couverture de risques de la MRC d'Arthabaska selon la classification édictée soit pour les bâtiments de risques faibles intitulé risques 1, de risques moyens intitulé risques 2, de risques élevés intitulé risque 3 et finalement de risques très élevés intitulé risques 4.

Risque important d'incendie : de façon non limitative, un risque important d'incendie comprend le mauvais fonctionnement d'un appareil de chauffage, la surchauffe d'un système électrique, la défectuosité d'un système de ventilation, l'utilisation non appropriée ou la défectuosité d'un appareil électrique, l'utilisation non appropriée ou la défectuosité d'un appareil à combustion, l'utilisation ou l'entreposage de produit dangereux dans un endroit non approprié, l'utilisation ou la présence d'un procédé de fabrication dans un local qui ne correspond pas à la classification de l'usage du bâtiment, l'utilisation de flammes pour des fins de fabrication et de travaux, autres que pour l'usage du local, la présence de signes évidents, d'insouciance, d'éléments de base de sécurité comme des amoncellements d'articles de fumeur et d'objets brûlés dans une pièce ou la présence de flammes nues dans un endroit sans surveillance.

Salle de spectacle : lieu de réunion destiné aux représentations publiques de pièces de théâtre, d'opéra, de cinéma ou autres, consistant en une salle équipée de sièges fixes réservés à l'usage exclusif de spectateurs.

Scène : espace conçu pour donner des représentations publiques et comportant des possibilités de changement rapide de décors, un éclairage au plafond et les installations permettant de réaliser des effets sonores et lumineux, séparé généralement mais non obligatoirement de la salle par un mur d'avant-scène et un rideau.

Signal d'alarme : signal sonore transmis dans une ou plusieurs zones ou dans tout un bâtiment pour prévenir les occupants d'une situation d'urgence.

Signal d'alerte : signal sonore pour prévenir les personnes désignées d'une situation d'urgence.

Système d'alarme incendie : un système d'alarme incendie est une combinaison de dispositifs conçue pour avertir les occupants du bâtiment d'une urgence. Il peut être local ou relié à une centrale d'alarme, mais doit comprendre au moins les dispositifs suivants :

- 1° un poste de commande ou un autre mode d'alimentation du système ;
- 2° une station manuelle ;
- 3° un appareil à signal sonore.

Est également un système d'alarme incendie, tout système de sécurité ayant au moins une composante de détection d'incendie.

Un tel système d'alarme est construit ou installé de façon à ce qu'il ne se déclenche que lorsqu'il existe la situation de fait contre laquelle il doit protéger. Cette expression inclut également tout appareil de type magnétophone, communément appelé « tape dialer », lequel est programmé pour composer un numéro de téléphone déterminé, lorsqu'il est déclenché.

Système d'alarme incendie reliaison : Un système conçu de façon à ce que le Service de sécurité incendie soit averti par l'intermédiaire d'un centre de télésurveillance, lorsqu'un système d'alarme incendie est déclenché et qu'un signal électronique est transmis.

Suite : local constitué d'une seule pièce ou d'un groupe de pièces complémentaires et occupé par un seul locataire ou propriétaire ; comprend les logements, les chambres individuelles des motels, hôtels, maisons de chambres et des pensions de famille, les dortoirs, les maisons unifamiliales, de même que les magasins et les établissements d'affaires constitués d'une seule pièce ou d'un groupe de pièces.

Tirage : mouvement de l'air, des gaz de combustion ou d'un mélange de ceux-ci à l'intérieur d'un appareil de chauffage et de ses conduits d'évacuation ; il correspond à la différence entre les pressions s'exerçant à l'intérieur et à l'extérieur de l'appareil ou de ses conduits, à un niveau de référence donné. Lorsque la pression y est plus élevée à l'intérieur qu'à l'extérieur, l'appareil et ses conduits sont considérés comme fonctionnant par pression positive ou par tirage forcé ; dans le cas contraire, ils sont considérés comme fonctionnant par pression négative ou par tirage naturel.

Les définitions des autres mots et expressions définis dans le Code national de prévention des incendies font partie intégrante du présent règlement.

Les mots et expressions non définis au présent chapitre ont le sens courant.

Chapitre 3 « Utilisation des immeubles et infrastructures »

14. Risque important d'incendie

Lorsque l'autorité compétente a des motifs raisonnables de croire qu'il existe dans l'état ou l'utilisation d'un immeuble un risque important d'incendie, elle peut exiger des mesures appropriées pour éliminer ou confiner ce risque ou ordonner l'évacuation immédiate des personnes qui se trouvent dans ou sur cet immeuble et en empêcher l'accès aussi longtemps que ce risque subsistera.

15. Pouvoirs d'intervention

Tout membre du service de sécurité incendie dans l'exercice de ses fonctions peut pénétrer en tout temps sur une propriété, dans un véhicule ou dans un bâtiment et y pratiquer les brèches nécessaires dans les clôtures, murs, toits et autres endroits semblables pour le sauvetage de personnes, combattre le feu ou empêcher la propagation de celui-ci, pourvu qu'il y ait évidence raisonnable d'un risque de danger à la personne, à la propriété et/ou à un bâtiment sur cette propriété ou dans ce bâtiment.

16. Immeuble impropre - évacuation

Lorsque l'autorité compétente a des motifs raisonnables de croire qu'il existe dans l'état ou dans l'utilisation d'un immeuble un risque important d'incendie ou un danger pour la santé et la sécurité du public, elle peut le déclarer impropre aux fins pour lesquelles il est destiné.

Tout danger structural ou physique mettant en péril la stabilité d'un bâtiment ou la sécurité du public est considéré comme étant impropre aux fins du présent chapitre.

L'immeuble doit alors être évacué et son occupation interdite.

17. Pouvoirs de démolition

Le directeur du service de sécurité incendie ou son représentant est autorisé à faire procéder à la démolition de tout bâtiment, maison, clôture, lorsque la chose est jugée nécessaire pour arrêter la propagation d'un incendie et/ou de tout risque d'incendie et/ou afin d'assurer la sécurité d'un ou des occupants ou d'un ou des passants.

18. Interdiction d'accès - affichage

Lorsque l'autorité compétente décide d'ordonner l'évacuation ou de défendre l'accès d'un immeuble, elle peut faire afficher, aux limites ou à l'entrée de cet immeuble, l'ordre d'évacuer immédiatement les lieux et la défense d'y pénétrer.

Tant et aussi longtemps que l'autorité compétente n'a pas fait enlever cette affiche, personne ne peut pénétrer dans ou sur l'immeuble ou refuser d'évacuer les lieux.

19. Travaux et modifications requis

Lorsque l'autorité compétente avise le propriétaire d'un immeuble utilisé à certaines fins et qu'elle accorde un délai pour effectuer les travaux ou modifications nécessaires pour se conformer aux exigences qu'il spécifie, elle peut interdire, à l'expiration de ce délai, son utilisation et en empêcher l'accès jusqu'à ce que les travaux ou modifications aient été effectués ou que cesse l'utilisation aux mêmes fins.

20. Bâtiments incendiés

- 1) Tout bâtiment incendié doit être adéquatement clos et barricadé afin de prévenir tout risque d'accident ou de vol après que le Service de sécurité incendie ait remis le bâtiment au propriétaire ou son représentant. À défaut de barricader le bâtiment, le propriétaire ou son représentant doit s'assurer de la surveillance permanente des lieux.

- 2) Toute propriété, sur laquelle se trouvent des débris à la suite d'un incendie, doit être clôturée jusqu'à ce que les débris aient été enlevés. La clôture doit avoir une hauteur minimale 1,5 mètre et être construite de façon à empêcher les personnes de pénétrer sur le terrain.
- 3) L'autorité compétente peut demander de barricader et/ou clôturer un bâtiment incendié selon les délais prescrits à la remise de propriété. Les barricades et/ou clôtures exigées doivent être conformes au Code de construction en vigueur.

21. Hébergement temporaire - devoirs du propriétaire

- 1) Tout propriétaire ou responsable d'un établissement n'étant pas une résidence doit aviser par écrit l'autorité compétente lorsque ledit endroit servira d'hébergement temporaire pour la nuit, en mentionnant le nom de la ou des personnes responsables, le nombre d'occupants, la durée du séjour et l'emplacement des occupants.
- 2) La personne responsable doit prendre les mesures nécessaires pour que les occupants soient avertis d'un début d'incendie, soit par l'installation d'avertisseurs de fumée, soit par la présentation d'un plan de surveillance déposé et approuvé par l'autorité compétente.

22. Occupation partielle – devoirs du propriétaire

Un propriétaire qui désire occuper une partie de son bâtiment avant la fin de sa construction doit s'assurer que :

- 1) Le système de détection et d'alarme incendie dans la partie occupée est en bon état de fonctionnement ;
- 2) Dans la partie occupée, les mesures de lutte contre l'incendie prévues dans le Code national du bâtiment sont en bon état de fonctionnement ;
- 3) Les moyens d'évacuation sont utilisables et libres d'obstruction ;
- 4) Les issues doivent être conformes au Code de construction du Québec ;
- 5) La partie non occupée n'est pas accessible au public.

23. Représentations occasionnelles

- 1) Toute représentation théâtrale ou cinématographique donnée dans une salle publique autre qu'un cinéma ou un théâtre doit être conforme aux dispositions prévues ci-après.
- 2) Les lieux doivent être conformes aux exigences suivantes :
 - a) Il ne doit y avoir ni décoration, ni décor, à moins qu'ils ne soient incombustibles ou ignifuges, en conformité avec la norme NFPA 705 « Field Flame Test for Textiles and Films » ;
 - b) Les sièges, s'ils ne sont pas fixés au plancher, doivent être installés en conformité avec l'article 2.7.1.5 du Code national de prévention des incendies ;

- c) Lorsqu'une représentation théâtrale ou cinématographique de plus de 150 personnes a lieu à un étage supérieur au premier, des mesures compensatoires pour assurer un niveau de sécurité satisfaisant doivent être soumises et préalablement approuvées par l'autorité compétente, si le bâtiment n'est pas de construction incombustible ou protégé par gicleurs ;
- d) La salle doit être munie d'un système d'alarme incendie ;
- e) La salle doit avoir le nombre d'issues requis et conforme pour cette nouvelle affectation ;
- f) Le personnel de surveillance doit connaître le plan d'évacuation et les procédures à suivre en cas d'incendie lors des événements.

24. Foires commerciales et expositions

Lorsqu'un bâtiment de type « aréna » est utilisé occasionnellement pour des foires commerciales et des expositions et que ce bâtiment n'est pas entièrement protégé par gicleurs, des mesures compensatoires pour assurer un niveau de sécurité satisfaisant doivent être soumises et préalablement approuvées par l'autorité compétente.

25. Visibilité des numéros civiques

- 1) Les chiffres servant à identifier le numéro civique d'un bâtiment doivent être placés en évidence et éclairés suffisamment de telle façon qu'il soit facile de les repérer à partir de la voie publique.
- 2) Advenant la nécessité d'utiliser un poteau ou un lampadaire pour se conformer au paragraphe 1, celui-ci doit être localisé sur la propriété du bâtiment et être conforme à la réglementation applicable.
- 3) En zone rurale, le numéro civique doit également être indiqué sur la boîte aux lettres.

26. Voies d'accès

Des affiches signalant l'interdiction de stationner face aux raccords pompiers doivent être placées bien en vue aux endroits où cette interdiction s'applique.

27. Accessibilité aux issues et entretien

- 1) Le propriétaire d'un bâtiment doit prendre toutes les mesures nécessaires afin que toutes les issues et accès aux issues du bâtiment soient en tout temps fonctionnels et libres d'obstruction.
- 2) Dès qu'une partie de bâtiment est louée par bail écrit pour une période de plus de 6 mois, c'est le locataire qui doit prendre toutes les mesures nécessaires afin que chaque issue de la partie louée du bâtiment soit en tout temps fonctionnels.

- 3) Dans le cas d'une issue commune à plusieurs locataires, le propriétaire doit avoir prévu, dans le bail de location, lequel est responsable de l'entretien de cette issue. À défaut, c'est le propriétaire qui demeure responsable.
- 4) Lorsque des personnes handicapées et/ou âgées occupent l'étage supérieur ou une partie, le demi-sous-sol ou le sous-sol d'un bâtiment, l'autorité compétente peut exiger l'aménagement, par le propriétaire dudit bâtiment, d'une issue additionnelle.

Chapitre 4 « Nuisances »

28. Nuisances – interdiction générale

Tout acte ou état de fait, causant une nuisance au sens du présent chapitre, est prohibé sur le territoire de la Régie Intermunicipale Des 3 Monts.

L'élément nuisible peut également provenir d'un état de choses, d'un acte illégal ou de l'usage abusif d'un objet ou d'un droit susceptible de constituer un risque d'incendie ou un risque d'accident pour le public en général et qui revêt un certain caractère de continuité.

L'autorité compétente peut exiger toute mesure qu'il juge nécessaire pour éliminer une nuisance.

29. Nuisances – interdictions spécifiques

Sans limiter la généralité de l'article 25, les faits, circonstances, gestes et actes suivants constituent des nuisances et sont à ce titre prohibés :

- 1) Le fait, pour une personne, d'entreposer ou de placer des matériaux combustibles tels du bois, papier, carton, vis-à-vis une porte de garage, un accès à un bâtiment, une porte d'un bâtiment, dans un escalier et vis-à-vis une fenêtre de manière à propager un risque d'incendie aux bâtiments. Le courrier de moins d'une semaine n'est pas considéré à cette fin ;
- 2) Le fait pour une personne de permettre ou tolérer que la fumée, provenant de la combustion de matériaux utilisés pour un feu de foyer extérieur ou à ciel ouvert, se propage dans l'entourage et entre à l'intérieur d'un bâtiment ou nuise à la qualité de l'air d'une propriété voisine ou d'un locataire voisin ;
- 3) Le fait de mettre de la neige ou des matériaux nuisant à l'utilisation d'une borne d'incendie, de raccords d'incendie pour la canalisation d'incendie ou les systèmes de gicleurs ainsi que sur les entrées de gaz naturel.

30. Cessation d'une nuisance sur la propriété publique ou privée

Si l'autorité compétente constate la présence de nuisances sur une propriété publique ou privée, elle peut aviser la personne qui occupe ou possède cet immeuble à quelque titre que ce soit afin de faire cesser cette nuisance.

L'avis mentionne alors que toute nuisance identifiée doit cesser sur cet immeuble dans le délai fixé par l'autorité compétente dûment autorisée à délivrer cet avis, sans quoi, la Municipalité procédera par elle-même ou par le biais d'un tiers aux travaux nécessaires de façon que cesse cette nuisance.

Chapitre 5 « Appareils de protection contre les incendies »

31. Appareils de protection contre les incendies

1) Nouvelle installation d'un système d'alarme incendie reliée.

Toute nouvelle installation d'un système d'alarme relié sur le territoire de la Municipalité doit respecter les normes édictées ci-dessous.

- a) Le système d'alarme doit être doté d'un panneau de contrôle conforme à la norme ULC S545 Standard for residential fire warning system control units.
- b) Les composantes du système d'alarme relié doivent être installées conformément à la norme ULC S540 Standard for installation of residential fire warning systems, par un entrepreneur possédant une licence valide délivrée par la Régie du bâtiment du Québec, ayant la sous-catégorie 4252.2 Entrepreneur en système d'alarme contre l'incendie ou encore la sous-catégorie 4284 Entrepreneur en électricité.
- c) Un système d'alarme relié doit être entretenu conformément aux recommandations du fabricant, telles que définies dans le livret d'instructions accompagnant l'appareil.
- d) Un système d'alarme lorsque relié doit être transmis à un centre de télésurveillance qui détient un permis valide délivré par le Bureau de la sécurité privée. Tous les systèmes d'alarme reliés visés par le présent article doivent être munis de l'option de déclenchement de l'alarme à double signal. Cette option doit être activée afin que l'occupant des lieux puisse bénéficier d'un premier délai d'au moins 30 secondes et d'un deuxième délai d'au moins 60 secondes, et ce, préalablement à la transmission de l'alarme au centre de télésurveillance.

2) Utilisation malicieuse et vérification d'un appareil

- a) Le fait d'utiliser, de permettre que soit utilisé ou de faire fonctionner malicieusement ou par vandalisme une installation de protection ou un appareil de protection contre l'incendie constitue une infraction au présent chapitre.
 - b) Toute personne qui effectue des travaux de réparation ou de vérification sur un réseau avertisseur d'incendie, doit en aviser la centrale d'alarme à laquelle est raccordé ce réseau.
-
-

- c) Alarmes incendie non fondées. Pour toute alarme incendie non fondée déclenchée sur son territoire, la Régie prend une des mesures décrites ci-après, laquelle est déterminée en fonction du nombre d'alarmes incendie non fondées cumulées pendant une période de 18 mois. Cette période commence à la date de la première alarme non fondée.
- d) Le propriétaire d'un système d'alarme incendie reliair à l'origine d'une deuxième alarme non fondée, qui n'a pas transmis la requête lors de l'alarme précédente, se voit imposer une première amende. Le propriétaire reçoit de l'autorité compétente une Requête de détermination de la cause d'une alarme non fondée et de vérification d'un système d'alarme incendie reliair.

Le propriétaire doit alors répondre aux exigences prescrites par la requête et la transmettre à la Régie avant l'expiration du délai fixé de 15 jours.

- e) Le propriétaire d'un système d'alarme incendie reliair à l'origine d'une troisième alarme non fondée qui n'a pas transmis la requête lors de l'alarme précédente se voit imposer une deuxième amende. Le propriétaire d'un système d'alarme incendie reliair à l'origine d'une troisième alarme non fondée reçoit de l'autorité compétente une Requête de détermination de la cause d'une alarme non fondée et de vérification d'un système d'alarme incendie reliair. Le propriétaire doit alors répondre aux exigences prescrites par la requête et la transmettre à la Régie avant l'expiration du délai fixé de 15 jours.
- f) La personne responsable d'un système d'alarme incendie est tenue au paiement des amendes prévues à l'article 66 du présent règlement lié au déplacement du Service de sécurité incendie à la suite d'une alarme non fondée.
- g) Lorsque l'autorité compétente a des motifs raisonnables de croire que tout appareil ou système de détection, de protection ou d'extinction contre l'incendie est défectueux, le responsable de tout bâtiment ou terrain muni d'un tel système doit, à la demande de l'autorité compétente, le faire vérifier par un entrepreneur possédant une licence valide délivrée par la Régie du bâtiment du Québec, ayant la sous-catégorie 4252.2 Entrepreneur en système d'alarme contre l'incendie ou encore la sous-catégorie 4284 Entrepreneur en électricité, et lui présenter un certificat et un rapport d'inspection de la conformité du système au présent code, le tout dans le délai imparti.

32. Responsabilité du propriétaire

L'occupant ou l'un de ses représentants doit se rendre sur les lieux et s'y trouver dans les vingt (20) minutes suivant le déclenchement de l'alarme aux fins de donner accès aux lieux protégés pour en permettre l'inspection et la vérification intérieure, pour interrompre l'alarme ou rétablir le système s'il y a lieu. Tout défaut de respecter cet article constitue une infraction imputable au propriétaire, en sus de toute autre infraction au présent règlement.

33. Autorité de faire cesser une alarme de plus de vingt (20) minutes

En l'absence du propriétaire ou de son représentant, un officier peut prendre, aux frais de l'utilisateur d'un système d'alarme, y compris un système d'alarme d'un véhicule routier, d'un immeuble ou autre lieu protégé, les dispositions nécessaires pour faire cesser l'alerte sonore ou lumineuse dont l'émission dure depuis plus de vingt (20) minutes consécutives suivant le déclenchement de l'alarme. À cette fin, l'officier peut autoriser les pompiers à pénétrer dans tout immeuble si personne ne s'y trouve à ce moment.

34. Enseignes

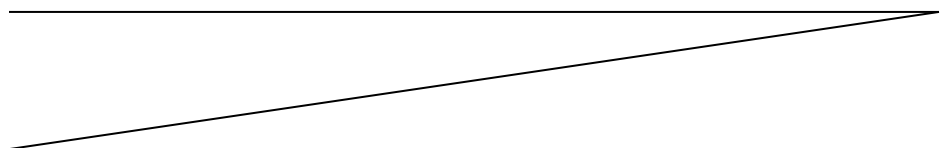
Tout bâtiment pourvu d'un système d'extinction automatique ou d'une canalisation d'incendie doit avoir une enseigne installée bien à la vue, à l'entrée principale du bâtiment, indiquant l'endroit où se trouvent la ou les soupapes d'arrêt de ces systèmes ainsi que la position des raccords pompiers. D'autres enseignes indicatrices peuvent être exigées à l'intérieur du bâtiment, s'il y a lieu.

35. Installation partielle

Tout bâtiment muni d'une installation partielle d'extinction automatique à eau doit avoir une enseigne installée bien à la vue à l'entrée du bâtiment, indiquant la partie du bâtiment protégée.

36. Avertisseurs de fumée et réseau d'avertisseurs

- 1) Des avertisseurs de fumée doivent être installés dans chaque logement et dans chaque pièce où l'on dort ne faisant pas partie d'un logement.
- 2) Les avertisseurs de fumée à l'intérieur des logements doivent être installés entre chaque aire où l'on dort et le reste du logement ; toutefois, lorsque les aires où l'on dort sont desservies par des corridors, les avertisseurs de fumée doivent être installés dans les corridors.
- 3) Dans les logements comportant plus d'un étage, au moins un avertisseur de fumée doit être installé à chaque étage à l'exception des greniers non chauffés et des vides sanitaires ; un avertisseur de fumée est requis dans les sous-sols.
- 4) Lorsque l'aire d'un étage excède 130 mètres carrés, un avertisseur de fumée additionnel doit être installé pour chaque unité de 130 mètres carrés ou partie d'unité.
- 5) Les avertisseurs de fumée doivent être fixés au plafond ou à proximité de celui-ci, conformément aux directives d'installation fournies par le fabricant de l'appareil et de la norme sur l'installation des avertisseurs de fumée CAN/ULC-S553-02.



- 6) Dans les nouveaux bâtiments et dans les bâtiments faisant l'objet de rénovation dont le coût estimé (aux fins d'émission du permis de rénovation) excède 20 % de l'évaluation foncière du bâtiment, les avertisseurs de fumée doivent être raccordés de façon permanente à un circuit électrique et il ne doit y avoir aucun dispositif de sectionnement entre le dispositif de protection contre les surintensités et l'avertisseur de fumée. Lorsqu'un bâtiment n'est pas alimenté en énergie électrique, les avertisseurs de fumée peuvent être alimentés par une pile.
- 7) Lorsque plusieurs avertisseurs de fumée raccordés à un circuit électrique doivent être installés à l'intérieur d'un logement, ceux-ci doivent être reliés électriquement entre eux de façon à se déclencher tous automatiquement dès qu'un avertisseur est déclenché.
- 8) Un avertisseur de fumée doit être installé dans chaque chambre ou pièce occupée contre rémunération par :
 - a) Des étudiants ;
 - b) Des travailleurs ;
 - c) Des personnes âgées autonomes, semi-autonomes ou en perte d'autonomie
 - d) Des bénéficiaires en santé mentale ;
 - e) Une clientèle dans une garderie ;
 - f) Une clientèle dans une famille d'accueil.
- 9) Les avertisseurs de fumée exigés par le présent règlement ne doivent pas être raccordés à un réseau détecteur et avertisseur d'incendie installé en vertu d'un autre règlement provincial ou municipal.
- 10) Un réseau détecteur et avertisseur d'incendie satisfait au présent règlement lorsque :
 - a) Des détecteurs de fumée sont installés partout où des avertisseurs de fumée sont requis par le présent règlement ;
 - b) Des dispositifs alarmes sont installés au voisinage de toutes les pièces où l'on dort et à chaque étage ;
 - c) Toutes les composantes du système d'alarme incendie portent le sceau d'homologation (ou certification) des « Underwriter's Laboratories of Canada » ;
 - d) Toute l'installation est faite suivant les recommandations des manufacturiers et les exigences du Code de construction du Québec.
- 11) Le présent article ne s'applique pas dans des prisons et des hôpitaux où des personnes reçoivent des soins lorsque des surveillants sont en poste de façon continue sur chacun des étages où des personnes dorment.
- 12) Dans tout endroit où se trouve régulièrement un malentendant, un dispositif approprié à l'état de cette personne doit être ajouté à l'avertisseur traditionnel afin de lui permettre de réagir à l'alarme.
- 13) Dans les bâtiments existants lors de l'entrée en vigueur du présent règlement, tout avertisseur de fumée exigé par le présent règlement doit être installé et en fonctionnement dans les six mois suivant cette entrée en vigueur.

- 14) Le propriétaire du bâtiment doit installer et prendre les mesures pour assurer le bon fonctionnement des avertisseurs de fumée exigés par le présent règlement, incluant les réparations et le remplacement, lorsque nécessaire. Dans les endroits requis, il doit fournir un avertisseur de fumée sous réserve de ce qui est prévu au paragraphe 15.
- 15) Le propriétaire doit fournir aux locataires ou occupants les directives d'entretien des avertisseurs de fumée ; celles-ci doivent être affichées à un endroit facile d'accès pour la consultation par les locataires.
- 16) L'occupant ou le locataire d'un logement ou d'une chambre doit prendre les mesures pour maintenir le bon fonctionnement des avertisseurs de fumée situés à l'intérieur du logement ou de la chambre qu'il occupe et exigées par le présent règlement, incluant l'achat de pile et le changement de la pile au besoin. Si l'avertisseur de fumée est défectueux, il doit aviser le propriétaire sans délai.
- 17) Nul ne peut peindre, altérer ou modifier de quelque façon que ce soit un avertisseur de fumée, ni enlever son couvercle ou une de ses pièces.

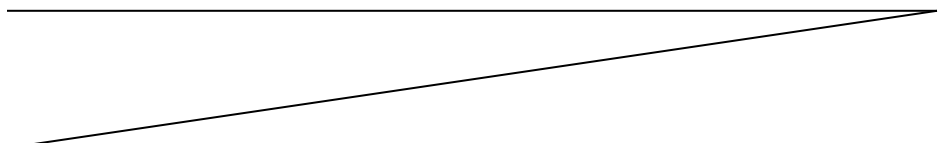
37. Détecteur de monoxyde de carbone

- 1) Le propriétaire d'un bâtiment doit installer un détecteur de monoxyde de carbone selon les directives du manufacturier de l'appareil, dans chaque bâtiment desservi par un appareil à combustible solide, alimenté par le gaz naturel, le propane ou à l'huile, où se trouve un endroit aménagé pour dormir.

Il doit également en installer un (1) dans toute partie de bâtiment contiguë à un garage utilisé ou destiné à être utilisé aux fins de remisage d'un véhicule moteur.

Le propriétaire d'un bâtiment doit s'assurer du bon état de fonctionnement de chaque détecteur de monoxyde de carbone dont il est responsable.

- 2) **Conformité**
Tout détecteur de monoxyde de carbone dont l'installation est prescrite par le présent règlement doit être approuvé par l'Association canadienne de normalisation (CSA) ou par «Underwriter's Laboratories of Canada (ULC)» ou «Underwriter's Laboratories (UL)».
- 3) **Responsabilité du propriétaire**
Le propriétaire qui loue une unité d'habitation, doit s'assurer avant le premier jour d'occupation, que cette unité d'habitation est munie de tous les détecteurs de monoxyde de carbone requis, que chaque détecteur est en bon état de fonctionnement et que chacun des détecteurs pouvant fonctionner au moyen d'une pile soit muni d'une pile neuve.



- 4) **Responsabilité du locataire**
Pour la durée de l'occupation, c'est au locataire que revient la responsabilité d'assurer le bon fonctionnement de chaque détecteur de monoxyde de carbone de son unité d'habitation incluant le remplacement de la pile.

38. Bornes d'incendie

- 1) Les bornes d'incendie et bornes sèches situées sur un terrain autre que la propriété de la Municipalité doit être vérifiées une fois par année par le mandataire de l'entretien du réseau d'aqueduc de la Municipalité. Le coût de chacune des vérifications est facturé par la Municipalité selon les tarifs en vigueur.
- 2) Les résultats détaillés des essais prévus doivent être compilés et gardés par la Municipalité.
- 3) Les bornes d'incendie doivent être maintenues en bon état de fonctionnement.
- 4) Les bornes d'incendie doivent toujours être accessibles aux fins de la lutte contre un incendie et leur emplacement doit être bien indiqué. Une distance minimale de 1,5 mètre doit être maintenue autour de la borne d'incendie.

39. Canalisation incendie et robinets armés d'un bâtiment

L'entretien, l'inspection et la mise à l'essai des canalisations et robinets d'incendie armés doivent être effectués par un technicien détenant une licence d'entrepreneur (sous-catégorie 4253.1) émise par la Régie du bâtiment du Québec.

Chapitre 6 « Normes de sécurité des bâtiments »

40. Moyens d'évacuation

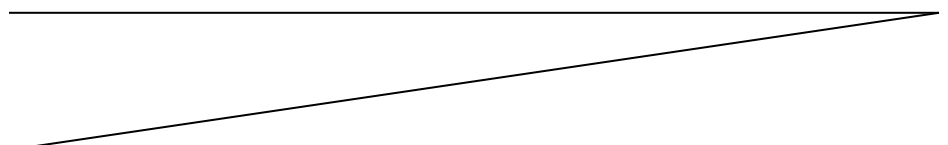
Un mécanisme d'alarme peut être installé sur le mécanisme de la porte afin de détecter son ouverture pour prévenir le vol. Les moyens d'évacuation doivent être accessibles et déverrouillés durant les heures d'occupation de tout bâtiment.

41. Appareils et instruments de cuisson résidentiels

- 1) La friture d'aliments immergés dans l'huile dans un contenant autre qu'une friteuse homologuée CSA et munie d'un thermostat est interdite.
- 2) Le fait d'utiliser un appareil autre que celui prévu au premier alinéa constitue une infraction au présent règlement.

42. Conduits d'évacuation des sécheuses

- 1) Les conduits d'évacuation des sécheuses doivent être maintenus exempts de toute obstruction.
- 2) Les conduits d'évacuation des sécheuses ne doivent pas être raccordés aux autres conduits d'évacuation.



43. Entreposage intérieur

- 1) Sauf à l'intérieur d'un logement ne faisant pas partie d'un édifice public au sens de la Loi sur la sécurité dans les édifices publics en vigueur, les décorations intérieures constituées d'arbres résineux tels que le sapin, le pin et l'épinette ou de branches de ceux-ci sont interdites dans tous les bâtiments.
- 2) Les décorations intérieures constituées de nitrocellulose ou de papier crêpé sont interdites, sauf si elles répondent aux exigences de la norme CAN/ULC-S109, « Essais de comportement au feu des tissus et pellicules ignifuges ».
- 3) Il est interdit d'entreposer à l'intérieur d'un bâtiment des matériaux dont le potentiel calorifique n'a pas été pris en considération lors de la conception de ce bâtiment.
- 4) Il est interdit de vendre ou d'entreposer des arbres aux fins de vente ou des décorations constituées d'arbres résineux aux fins de vente telle que le sapin, le pin et l'épinette ou de branches de ceux-ci, dans tout bâtiment.
- 5) Il est interdit d'entreposer des matières combustibles à moins de 3 mètres d'un bâtiment lorsque l'aire d'entreposage n'est pas clôturée.

44. Matières dangereuses

Lorsque l'autorité compétente l'exige, un ou des panneaux d'identification des risques inhérents aux matières dangereuses manipulées ou entreposées doivent être installés, conformément aux dispositions de la norme NFPA-704, «©System for the Identification of Hazards of Materials for Emergency Response ». Le nombre et l'emplacement des panneaux sont déterminés par le directeur et les panneaux sont installés par le responsable et à ses frais.

45. Gaz naturel et propane

- 1) Installation ou modification
Tout propriétaire ou occupant d'un immeuble qui installe ou modifie un système de distribution de gaz propane et/ou de gaz naturel, soit résidentiel, commercial ou industriel pour tout type bâtiment doit s'assurer que cette installation ou modification soit effectuée par une firme détenant une licence de la Régie du bâtiment du Québec.
- 2) Dénéigement et dégagement des conduites
Les conduites du gaz naturel et/ou du gaz propane hors sol accédant aux bâtiments doivent être déneigées et dégagées en tout temps sur un rayon d'un mètre et demi (1,5m). Les conduites devront être protégées adéquatement contre les chutes de glace ou de neige.
- 3) Réservoir de 420 livres et plus
Tout réservoir de gaz propane de quatre cent vingt (420) livres et plus doit être maintenu déneigé et dégagé en tout temps. De plus, s'il est situé dans un endroit accessible aux véhicules routiers, le réservoir doit être protégé adéquatement contre les risques de collision.

4) Interdiction

Il est défendu d'entreposer des bouteilles de propane d'une contenance totale de plus de 1 000 grammes dans un logement.

46. Électricité

Le propriétaire de tout bâtiment doit s'assurer qu'il y ait un espace utile d'au moins un (1) mètre assurant une position stable autour de l'appareillage électrique tel que tableaux de contrôle, de distribution et de commande et de centre de commande.

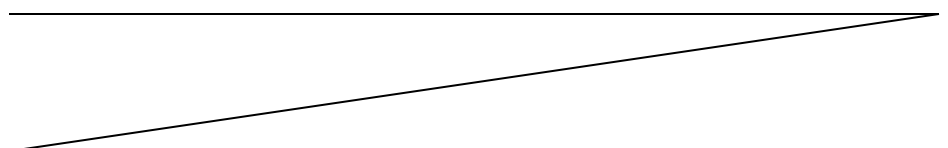
47. Entreposage de matières réagissant à l'eau à l'intérieur

L'entreposage à l'intérieur d'un bâtiment de matériaux ou produits incompatibles à l'eau ou réagissant au contact de l'eau est autorisé lorsque les exigences des sous-paragraphes 1 à 6 sont respectées et que les quantités totales excèdent 2 m³ ou 100 kg.

- 1) L'entreposage doit être effectué dans un local séparé du reste du bâtiment par un cloisonnement coupe-feu de 2 heures.
- 2) Le local servant à l'entreposage doit être localisé de façon à ce qu'un de ses murs constitue un mur extérieur du bâtiment et la longueur du mur donnant sur l'extérieur doit être supérieure à 25 % du périmètre du local sans être inférieure à 3 mètres.
- 3) Le mur du local donnant sur l'extérieur du bâtiment doit être muni d'une ouverture équivalente à 50 % de la surface totale de ce mur et cette ouverture doit être conçue de façon à être retirée à partir de l'extérieur du bâtiment.
- 4) L'ouverture exigée au sous-paragraphes 3 peut être une section de mur amovible ou autre mécanisme similaire donnant les mêmes résultats.
- 5) Une quantité d'agents extincteurs, compatibles avec le ou les produits entreposés, suffisante pour permettre l'extinction d'un incendie causé par le ou les produits doit être disponible en tout temps à proximité du local d'entreposage, à l'extérieur du bâtiment où sont localisés le ou les produits incompatibles ou réagissant à l'eau.
- 6) Lorsque le directeur l'exige, des appareils, permettant de détecter les sous-produits engendrés par la réaction avec l'eau avec le produit incompatible, doivent être installés aux endroits indiqués, tels des détecteurs d'ammoniac, des détecteurs d'hydrogène, des détecteurs d'humidité.

48. Déversement de matière dangereuse

- 1) Les mesures appropriées doivent être prises afin de récupérer tout liquide dangereux qui s'est échappé de son contenant et afin d'enlever ou dépolluer la couche de sol contaminé par ce liquide conformément à la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2).



- 2) Lorsque le sol est contaminé par un produit prohibé par une loi ou un règlement, la responsabilité de la décontamination revient au pollueur ou, dans l'impossibilité de retracer ce dernier, au propriétaire. La décontamination du sol doit être réalisée et complétée conformément à la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2).
- 3) En cas d'urgence, les frais encourus par la Municipalité pour remettre l'état des lieux en regard des lois environnementales seront facturés au pollueur ou dans l'impossibilité de le retracer, au propriétaire des lieux.

49. Chauffage temporaire

- 1) Tout matériau combustible, sur lequel est installé un poêle à combustion ou un autre appareil mobile similaire utilisé temporairement aux fins de chauffage, doit être protégé par une plaque de matériau incombustible excédant le contour de l'appareil certifié d'au moins 60 cm. De plus, un espace libre d'au moins 15 cm doit être laissé entre l'appareil et ladite plaque, ainsi qu'un espace libre d'au moins 60 cm doit être laissé entre ledit appareil et tout matériau combustible.
- 2) Tout appareil de chauffage à combustible solide de même que le matériel connexe doit être certifié pour l'utilisation à l'intérieur.

50. Appareil de chauffage à combustible solide et matériel connexe

- 1) Sous réserve des prescriptions formulées par le fabricant, l'installation de tout appareil de chauffage à combustible solide et matériel connexe doit être faite conformément à la norme CAN/CSA-B365-01 et avec ses mises à jour subséquentes.
- 2) Lorsqu'un élément d'une telle installation doit être enfermé dans un mur ou dans une autre structure, le Service de sécurité incendie doit être avisé au moins 15 jours avant la date prévue de fermeture définitive de cette structure afin qu'un membre du service puisse procéder à une inspection.

51. Disposition des cendres

Il est prohibé de disposer ou d'entreposer des cendres sur un plancher combustible ou à moins d'un (1) mètre d'une cloison, d'un mur ou d'une clôture combustible, ni dans un récipient fait de matériaux inflammables tels le plastique et ses dérivés. L'entreposage devra être fait pour une période de temps suffisante afin que le contenu du récipient métallique soit complètement refroidi.

Il est strictement interdit de disposer des cendres provenant d'un appareil de chauffage à combustible solide, sans s'être assuré au préalable que celles-ci ne représentent plus aucun danger d'incendie lors de la disposition finale.

52. Construction de foyer

- 1) La conception et la construction de tout foyer et de toute cheminée en maçonnerie doivent être faites conformément à la norme CAN/CSA-A405-M87 et avec ses mises à jour subséquentes.

- 2) Toute structure recouvrant une cheminée préfabriquée doit être munie d'une trappe d'accès d'au moins 300 mm par 300 à chaque étage du bâtiment afin d'en permettre l'inspection.
- 3) Toute trappe de ramonage de cheminée doit être facilement accessible en tout temps et libre de toute obstruction dans un arc de 180° dont le rayon est d'au moins 1 mètre et de 60 cm pour un appareil à combustion.
- 4) Aucune végétation ne doit se trouver dans un rayon de 3 mètres du sommet d'une cheminée.

53. Plaque d'homologation

- 1) Toute plaque d'homologation apposée par le fabricant sur les composantes de chauffage à combustible solide ne doit pas être enlevée, ni modifiée ou endommagée.
- 2) Cette plaque d'homologation doit être accessible pour vérification.
- 3) Les poêles et les foyers intérieurs à combustion solide, non homologués, sont interdits sur le territoire de la Régie Intermunicipale des 3 Monts.
- 4) Les poêles et foyers intérieurs à combustion solide doivent avoir reçu une homologation d'un laboratoire reconnu (ULS — CSA) et doivent être porteurs d'une plaque d'homologation.

54. Extincteur

- 1) Tout propriétaire ou occupant d'une unité d'habitation où est installé un appareil de chauffage à combustible solide, doit avoir à sa disposition un extincteur portatif fonctionnel de type ABC, d'un minimum de 5 livres, installé près d'une issue sur le même étage.
- 2) Tout bâtiment doit avoir un nombre suffisant d'extincteurs pour les risques incendie du bâtiment et de son utilisation selon la norme NFPA 10 1998.

55. Nettoyage du système de chauffage

Tout système de chauffage ou de cuisson à combustible liquide doit être nettoyé et inspecté annuellement par une personne qualifiée.

Chapitre 7 « Autorisation - feu »

Section 7.1 - Pièces pyrotechniques

56. Vente et spectacle

- 1) Il est interdit à quiconque de vendre ou étaler des pièces pyrotechniques qui ne sont pas en tout point conformes aux prescriptions de la Loi sur les explosifs du Canada.
- 2) Il est interdit de vendre ou d'utiliser des pétards à mèches.
- 3) Il est interdit d'exposer des pièces pyrotechniques dans les vitrines.

- 4) Il est prohibé de procéder au lancement de pièces pyrotechniques de classes 7.2.1 et 7.2.2 de la Loi sur les explosifs (L.R., 1985, ch. E 17), sans obtenir au préalable un permis émis par l'autorité compétente.
- 5) Le pyrotechnicien doit fournir à l'autorité compétente un schéma du terrain où se fera le feu d'artifice pour prévoir l'aire de lancement, l'aire de dégagement et de retombée, le périmètre de sécurité et les espaces occupés par le public.
- 6) Le permis prévu à l'article 47.4) ne peut en aucun cas être transféré à une tierce personne.
- 7) La personne qui détient le permis prévu à l'article 47.4) doit se munir d'une police d'assurance contre tout accident susceptible de causer des blessures ou des dommages matériels ; les indemnités garanties par cette police doivent totaliser au moins 5 000 000 \$ pour les blessures et dommages matériels.
- 8) Au moins un pyrotechnicien et un aide-pyrotechnicien certifiés par le ministère des Ressources naturelles du Canada doivent être de service lors de tout spectacle au cours duquel des pièces pyrotechniques sont lancées. Ils doivent effectuer la mise à feu et assurer la sécurité des feux d'artifice.
- 9) Les pyrotechniciens mentionnés au paragraphe 8 doivent être en service dès l'instant où les pièces pyrotechniques sont parvenues à l'endroit d'où elles seront lancées et jusqu'à ce que, une fois le spectacle terminé, les débris et toutes les pièces pyrotechniques utilisées ou non aient été enlevés.
- 10) Le lancement de pièces pyrotechniques de type résidentiel doit être fait selon les prescriptions de la Loi sur les explosifs du Canada en vigueur.

57. Spectacle pyrotechnique intérieur

- 1) Il est interdit de faire un spectacle pyrotechnique à l'intérieur d'un bâtiment sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de l'autorité compétente.

Pour obtenir une autorisation, le requérant doit notamment :

- 2) Fournir un schéma du local où se déroulera le spectacle pyrotechnique et décrire l'aire de dégagement et de retombée, le périmètre de sécurité et les espaces occupés par le public ;
- 3) Fournir une preuve d'assurance responsabilité contre tout incident susceptible de causer des blessures ou dommages matériels et les indemnités garanties par cette police doivent totaliser au moins 5 000 000 \$ en cas de blessures et de dommages matériels ;
- 4) L'autorisation obtenue en vertu du paragraphe 1 ne peut en aucun cas être transférée ;
- 5) Seules les pièces pyrotechniques permises en vertu de la Loi sur les explosifs (L.R., 1985, ch. E-17) peuvent être utilisées ;

- 6) L'événement doit se dérouler sous la surveillance d'un pyrotechnicien en effets spéciaux certifié par le ministère des Ressources naturelles du Canada ;
- 7) Le système de ventilation du bâtiment doit être suffisamment puissant pour évacuer rapidement la fumée dégagée par les pièces pyrotechniques ;
- 8) La disposition des pièces pyrotechniques doit être telle qu'en aucun temps, la sécurité des gens n'est mise en danger.

Section 7.2 - Permis pour feu en plein air

58. Emplacement autorisé dans un périmètre

- 1) Périmètre urbain
 - a) Un foyer extérieur ne peut être installé que dans la cour arrière ou latérale.
 - b) La distance entre un foyer extérieur et toute ligne de propriété doit être d'au moins 2 mètres.
 - c) La distance entre un foyer extérieur et tout matériau combustible doit être d'au moins 3 mètres.
 - d) La distance entre un foyer extérieur et tout bâtiment doit être d'au moins 5 mètres.
- 2) Périmètre rural
 - a) Pour des fins récréatives, l'espace doit être délimité sur une surface incombustible et ayant un muret de rétention de 250 mm de hauteur.
 - b) La distance entre un foyer extérieur et toute ligne de propriété doit être d'au moins 3 mètres.
 - c) La distance entre un foyer extérieur et tout matériau combustible doit être d'au moins 5 mètres.
 - d) La distance entre un foyer extérieur et tout bâtiment doit être d'au moins 10 mètres.
 - e) À proximité des bâtiments agricoles, la distance requise est de 45 mètres.
 - f) Les feux pour fins récréatives l'espace doit être délimité sur une surface incombustible et ayant un muret de rétention de 250 mm de hauteur ne doivent pas être supérieurs à un mètre de diamètre et le feu à un mètre de hauteur.

59. Feu autorisé sans permis

Les feux, aux fins de cuisson de produits alimentaires dans un foyer, sur un gril ou sur un barbecue ou à des fins récréatives dans un foyer, ou à des fins récréatives en région rurale ne nécessitent pas de permis de brûlage, si toutes et chacune des conditions suivantes sont rencontrées :

- 1) L'équipement nécessaire pour empêcher la propagation du feu est disponible sur les lieux où est ou sera allumé le feu, et ce, pour toute la durée dudit feu ;
- 2) Une personne d'au moins 18 ans est présente sur les lieux du feu afin d'en prendre la responsabilité et d'en empêcher la propagation, et ce, jusqu'à ce que le feu soit complètement éteint ;

- 3) Ne pas allumer ou ne pas maintenir allumé tout feu si la vitesse du vent dépasse vingt (20) kilomètres/heure ;
- 4) Ne pas utiliser des produits accélérant ;
- 5) La fumée n'incommode pas les voisins ;
- 6) On n'y brûle pas de déchets solides ou autres rebuts visés aux règlements sur les déchets ; utiliser seulement comme matière combustible du bois séché non verni, non peint, ni traité et exempt de toute matière toxique ;
- 7) Et lorsqu'il s'agit d'appareils fonctionnant au propane, ils sont en bon état de fonctionnement et approuvés à cette fin ;
- 8) Le responsable a l'obligation de vérifier le niveau de danger d'incendie indiqué par la Sopfeu et celui-ci doit être bas ou modéré ;
- 9) La Municipalité se réserve le droit d'interdire en tout temps les feux de foyer, soit lors de conditions météorologiques particulières ou pour toute autre raison objective ;
- 10) Aucun feu à ciel ouvert peut être allumé entre le 1 avril et le 1 juin sans permis.

60. Conditions d'émission d'un permis de brûlage

En territoire rural, pour les demandes de permis de feu concernant les travaux forestiers et autres feux non autorisés sans permis, le demandeur doit avoir une autorisation du garde-feu de la Municipalité et ainsi le Service de sécurité incendie concerner.

Toute personne peut obtenir un permis de brûlage en s'engageant à respecter toutes et chacune des conditions suivantes :

- 1) L'équipement nécessaire pour empêcher la propagation du feu est ou sera disponible sur les lieux où est ou sera allumé le feu, et ce, pour toute la durée dudit feu ;
- 2) La matière combustible utilisée est ou sera constituée exclusivement d'un ou des éléments suivants :
 - a) Broussailles ;
 - b) Branchages ;
 - c) Arbres ou parties d'arbres ;
 - d) Arbustes ;
 - e) Abattis ; Matière combustible du bois non verni, non peint, ni traité et exempt de toute matière toxique ;
- 3) Une personne d'au moins 18 ans est ou sera présente sur les lieux du feu afin d'en prendre la responsabilité et d'en empêcher la propagation, et ce, jusqu'à ce que le feu soit complètement éteint ;
- 4) La hauteur maximale de l'amoncellement des matières destinées au brûlage est de 2 mètres ;

- 5) Le feu doit être situé à la distance spécifiée sur le permis, laquelle ne peut, normalement, être inférieure à 15 mètres de tout bâtiment et de la forêt ou d'un boisé ou de toute matière combustible et de tout réservoir de matière combustible et 45 mètres d'un bâtiment agricole ;
- 6) Lorsque le feu est ou sera situé à proximité d'un boisé ou d'une forêt, un coupe-feu doit ou devra être aménagé entre la forêt ou le boisé et les matières destinées au brûlage en enlevant de la surface toute matière combustible sur une distance d'au moins 5 fois la hauteur des entassements ;
- 7) Éteindre le feu lors d'une plainte de fumée incommodant le voisinage, ou lorsque requis par l'autorité compétente ;
- 8) Le responsable a l'obligation de vérifier le niveau de danger d'incendie indiqué par la Sopfeu et celui-ci doit être bas ou modéré ;

61. Refus d'un permis

L'autorité compétente peut refuser d'émettre un permis dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- 1) Lorsque, de l'avis de la Société de la protection des forêts contre le feu, l'indice d'inflammabilité est trop élevé (élevé, très élevé, extrême) ;
- 2) Lorsque la vitesse du vent excède 20 km/h ;
- 3) Lorsque la demande de permis contrevient à l'un ou l'autre des articles de présent règlement.

62. Révocation d'un permis

Un permis peut être révoqué dans les cas suivants :

- 1) Lorsque de l'avis de la Société de la protection des forêts contre le feu, l'indice d'inflammabilité est trop élevé ; (élevé, très élevé, extrême) ;
- 2) Lorsque la vitesse du vent excède 20 km/h ;
- 3) Lorsque la fumée provenant du feu incommode les gens du voisinage ;
- 4) Lorsque toute autre condition stipulée lors de l'émission du permis n'est pas respectée ;
- 5) Dans tous les cas où un permis serait révoqué, l'autorité compétente exigera de la personne titulaire du permis ou son représentant d'éteindre le feu. À défaut par cette personne de ne pas se conformer à la demande, l'autorité compétente pourra procéder à l'extinction du feu sans délai.

63. Durée d'un permis

La durée d'un permis de brûlage est de 48 heures.

64. Coût d'un permis de brûlage

Le permis de brûlage est gratuit.

65. Formulaire de demande de permis de brûlage

Toute demande de permis de brûlage doit être présentée à l'autorité compétente pendant les heures d'ouverture du bureau municipale.

66. Responsabilité

L'obtention d'un permis de brûlage ne libère pas son demandeur des responsabilités qui lui sont attribuées par la loi.

67. Infraction

Le fait pour une personne d'allumer un feu sans permis ou de ne pas respecter les conditions d'utilisation stipulées ci-haut constitue une infraction et cette personne est passible des sanctions prévues au présent règlement et peut être tenue responsable du paiement des déboursés encourus par la Régie pour le travail du service de sécurité incendie.

Chapitre 8 « Intervention dans un véhicule »

68. Intervention dans un véhicule de toute nature

Des frais pour l'utilisation du SSI sont imposés à la suite d'une intervention destinée à contrôler et ou récupérer une matière dangereuse ou non et ou à prévenir ou à combattre l'incendie d'un véhicule routier ou non dont le propriétaire n'habite pas le territoire d'une des municipalités et ne contribue pas autrement au financement de ce service et ce, suivant la tarification prévue à l'annexe au présent règlement.

69. Paiement d'une intervention dans un véhicule

En vertu de l'article 68, toute intervention dans un véhicule dont le propriétaire n'est pas résident de l'une des municipalités faisant partie du territoire de la Régie intermunicipale des 3 Monts sera facturée au propriétaire selon la tarification en vigueur.

Dans tous les cas, selon la convention en vigueur, un minimum d'heure par véhicule et chaque membre se rendant sur les lieux d'une intervention est exigible et sera facturé.

Chapitre 9 « Dispositions pénales »

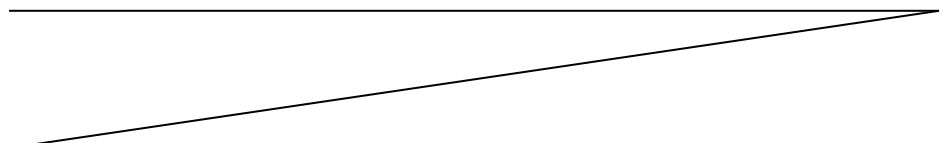
70. Infraction

Commet une infraction toute personne qui agit en contravention à l'une ou l'autre des dispositions de ce règlement.

71. Pouvoirs

L'autorité compétente peut exercer tout pouvoir qui lui est confié par ce règlement et notamment :

- 1) Émettre un avis au propriétaire, au locataire, à l'occupant, à leur mandataire ou à toute personne qui contrevient à une disposition du présent règlement prescrivant de corriger une situation qui constitue une infraction à ce règlement ;



- 2) Émettre un avis d'infraction au propriétaire, au locataire, à l'occupant, à leur mandataire ou à toute personne qui contrevient à une disposition du présent règlement et qui constitue une infraction ;
- 3) Mettre en demeure le propriétaire, le locataire, l'occupant ou leur mandataire de suspendre des travaux dangereux et l'exercice d'un usage contrevenant à ce règlement ;
- 4) Exiger des essais sur les matériaux devant être utilisés ou déjà utilisés pour toute construction ;
- 5) Mettre en demeure de suspendre ou faire corriger des travaux, lorsque le résultat d'un essai démontre que les dispositions de ce règlement ne sont pas respectées ;
- 6) Prendre toute mesure nécessaire pour que cesse une contravention à ce règlement ;
- 7) Mettre en demeure d'évacuer provisoirement tout bâtiment qui pourrait mettre la vie de quiconque en danger ;
- 8) Mettre en demeure de faire exécuter tout ouvrage de réparation qui lui semble opportun pour la stabilité d'une construction et la sécurité des personnes et recommander au conseil toute mesure d'urgence ;
- 9) Mettre en demeure de clôturer un terrain, une partie de terrain ou une construction où il existe un danger pour le public.

72. Avis d'infraction

Lorsque l'autorité compétente a des motifs raisonnables de croire qu'une infraction au présent règlement est commise, il remet au contrevenant un avis d'infraction, signé par lui. Cet avis doit être transmis par courrier recommandé ou signifié par huissier.

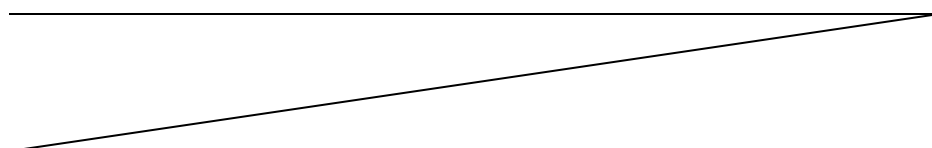
Dans le cas d'une signification par courrier recommandé, elle est réputée avoir été faite à la date de l'expédition.

73. Avis de cessation

Lorsque l'autorité compétente a des motifs raisonnables de croire qu'une infraction au présent règlement est commise, et que cette infraction nécessite une intervention d'urgence, il remet sur les lieux un avis de cessation au contrevenant lui enjoignant de cesser immédiatement l'infraction en cours.

74. Initiative de poursuite judiciaire

Si l'infraction n'est pas corrigée après le délai consenti ou si l'avis de cessation n'est pas respecté, l'autorité compétente peut transmettre le dossier au procureur de la Municipalité ou à son adjoint qui entreprendra les procédures appropriées.



75. Amendes

Quiconque contrevient à toute disposition du présent règlement ou à une norme édictée dans l'un des documents techniques intégrés au présent règlement, commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende minimale de cent dollars (100 \$) et maximale d'au plus mille dollars (1 000 \$), si le contrevenant est une personne physique ou d'une amende minimale de deux cent cinquante dollars (250 \$) et maximale d'au plus deux mille cinq cents dollars (2 500 \$) s'il est une personne morale.

76. Nonobstant l'article 75,

Quiconque contrevient aux dispositions des articles 14 à 24 du présent règlement commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende minimale de deux cents dollars (200 \$) et maximale d'au plus deux mille dollars (2 000, \$), si le contrevenant est une personne physique ou d'une amende minimale de cinq cents dollars (500 \$) et maximale d'au plus cinq mille cinq cents dollars (5 500 \$) s'il est une personne morale.

77. Nonobstant l'article 75,

Le propriétaire d'un système d'alarme qui contrevient aux articles 29.2 e) et 29.2 f) commet une infraction et doit acquitter une amende de :

77.1 100 \$ lorsqu'il contrevient à l'article 31.2

e) pour un bâtiment de risque faible ou moyen ;

77.2 250 \$ lorsqu'il contrevient à l'article 31.2

f) pour un bâtiment de risque faible ou moyen ;

77.3 500 \$ pour les alarmes non fondées subséquentes définit à l'article 31.2

f) à la troisième alarme pour un bâtiment de risque faible ou moyen ;

77.4 250 \$ lorsqu'il contrevient à l'article 31.2

e) pour un bâtiment de risque élevé ou très élevé ;

77.5 500 \$ lorsqu'il contrevient à l'article 31.2

f) pour un bâtiment de risque élevé ou très élevé ;

77.6 750 \$ pour les alarmes non fondées subséquentes à la troisième alarme définit à l'article 31.2

f) pour un bâtiment de risque élevé ou très élevé ;

77.7 Chaque amende doit être acquittée à l'intérieur du délai fixé de 15 jours.

Dans tous les cas, les frais de poursuite s'ajoutent en sus.

78. Nonobstant l'article 75,

Quiconque contrevient aux dispositions des articles 40 à 55 du présent règlement commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende minimale de cinquante dollars (50 \$) et maximale d'au plus cinq cents dollars (500 \$), si le contrevenant est une personne physique ou d'une amende minimale de soixante-quinze dollars (75 \$) et maximale d'au plus cinq cents dollars (500 \$) s'il est une personne morale.

79. Nonobstant l'article 75,

Quiconque contrevient aux dispositions de l'article 48 du présent règlement commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende minimale de cinq cents dollars (500 \$) et maximale d'au plus deux mille dollars (2 000 \$), si le contrevenant est une personne physique ou d'une amende minimale de deux mille dollars (2 000 \$) et maximale d'au plus huit mille cinq cents dollars (8 500 \$) s'il est une personne morale.

Toute infraction à l'une ou l'autre des dispositions de ce règlement constitue autant d'infractions distinctes qu'il y a de jours ou de fraction de jours à la durée de cette infraction.

80. Nonobstant l'article 75,

Quiconque contrevient aux dispositions de l'article 67 du présent règlement commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende minimale de cents dollars (100 \$) et maximale d'au plus huit mille cinq cents dollars (8 500 \$).

Recours

La Municipalité peut, aux fins de faire respecter les dispositions de ce règlement, exercer cumulativement ou alternativement avec ceux prévus à ce règlement tout autre recours approprié de nature civile ou pénale.

Le fait pour la Municipalité d'émettre un constat d'infraction, en vertu du présent règlement, n'empêche pas cette dernière d'intenter un ou des recours prévus à d'autres règlements municipaux.

81. Le présent règlement remplace ou abroge toute disposition ou partie de disposition de règlement incompatible avec celles du présent règlement et plus particulièrement.

82. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

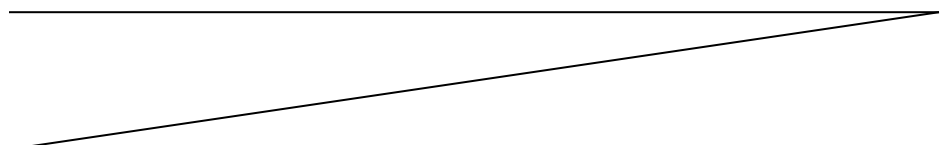
ANNEXE

ANNEXE A Tarif pour les interventions dans un véhicules

1. Frais de déplacement d'un (1) véhicule (minimum une (1) heure) :
 - deux cents dollars (200\$) par heure, par autopompe ;
 - cent soixante-quinze dollars (175\$) par heure, par camion-citerne ;
 - cent dollars vingt-cinq (125\$) par heure, par véhicule d'urgence
 - soixante-quinze dollars (75\$) Véhicule officier.

2. Frais de déplacement d'effectifs (minimum trois (3) heures) pour chaque membre du SSI qui se déplace vers les lieux de l'intervention :

Le taux applicable en vertu du contrat de travail en vigueur auquel taux s'ajoute un pourcentage de vingt (20) % couvrant les bénéfices marginaux.



3. Remboursement à la Régie :

- repas (selon la convention)
- remplissage des cylindres d'air, des extincteurs, de la mousse, des absorbants et de tous les autres équipements nécessitant un remplissage à l'exception des huiles et carburants des véhicules et des pompes portatives.

À ces montants s'ajoute une somme égale à quinze (15) % du total des montants qui sont dus à titre de frais d'administration.

Adoptée

**LOCATION DU TERRAIN DE BALLE
DU 31 JUILLET AU 2 AOÛT 2021**

202105-117

Il est proposé par le conseiller Francis Picard
appuyé par le conseiller Maxime Allard

QUE la Municipalité de Saint-Adrien autorise la location du terrain de balle gratuitement pour le tournoi de balle organiser par Francis Corriveau en soutien au cancer du myélome.

Adoptée

LOCATION DE SALLE – PATRICK THERRIEN

202105-118

Il est proposé par le conseiller Claude Dupont
appuyé par le conseiller Richard Viau

QUE la Municipalité de Saint-Adrien accepte de louer la salle à Patrick Therrien au coût de 20 \$ la location.

Adoptée

DEMANDE DE RAVIR

Considérant la demande d'Erika Eggena, coordonnatrice de Ravir de revoir la demande d'aide financière ou de mandater l'agente de développement pour obtenir la somme manquante dans leur demande initiale, soit un montant de 500 \$.

Les membres du conseil maintiennent la décision prise à la séance ordinaire du 12 avril dernier.

**PROJET DE RÉSIDENCE POUR PERSONNES AGÉES
« LA SAGE MAISON »**

202105-119

Il est proposé par le conseiller Maxime Allard
appuyé par le conseiller Richard Viau

QUE la Municipalité de Saint-Adrien signifie son intention d'adopter par règlement un programme municipal complémentaire au programme *AccèsLogis Québec* prévoyant l'octroi d'une aide financière ou d'un crédit de taxes pour une période déterminée.

La Municipalité de Saint-Adrien s'engage également à participer au programme de supplément au loyer de la Société d'Habitation du Québec, à raison de 50 % ou plus des unités de logement prévues au projet, pour un montant annuel équivalent à 10% des coûts reliés audit programme, et ce, pour une période minimale de 5 ans.

Adoptée

AVIS DE MOTION

202105-120

AVIS DE MOTION est donné par Claude Dupont, conseiller, qu'à une prochaine séance de ce conseil sera présenté pour adoption le Règlement no 370 intitulé « Règlement pour la création d'un programme municipal d'aide financière complémentaire au programme AccèsLogis Québec ».

Adoptée

PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 370 POUR LA CRÉATION D'UN PROGRAMME MUNICIPAL D'AIDE FINANCIÈRE COMPLÉMENTAIRE AU PROGRAMME ACCÈSLOGIS QUÉBEC

ATTENDU QU' un avis de motion du Règlement numéro 370 relatif à la création d'un programme municipal d'aide financière complémentaire au programme AccèsLogis Québec a été donné le 3 mai 2021 ;

ATTENDU QUE le projet de règlement a été déposé le 3 mai 2021 ;

ATTENDU QU' en vertu de la Loi sur la Société d'habitation du Québec, une municipalité peut préparer un programme complémentaire à celui de la Société d'habitation du Québec si cette dernière le prévoit dans un programme préparé et mis en œuvre par elle ;

ATTENDU QUE la Société d'habitation du Québec a préparé et mis en œuvre le programme AccèsLogis Québec et que ce programme prévoit notamment qu'une municipalité peut préparer et adopter par règlement un programme complémentaire au programme AccèsLogis Québec en vue d'accorder au propriétaire toute forme d'aide financière, y compris l'octroi d'un crédit de taxes ;

ATTENDU QUE le programme municipal complémentaire doit être approuvé par la Société d'habitation du Québec ;

202105-121

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Richard Viau appuyé par le conseiller Maxime Allard

**LE CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-ADRIEN
DÉCRÈTE CE QUI SUIT :**

**RÈGLEMENT NUMÉRO 370 POUR LA CRÉATION D'UN
PROGRAMME MUNICIPAL D'AIDE FINANCIÈRE
COMPLÉMENTAIRE AU PROGRAMME ACCÈSLOGIS
QUÉBEC**

ARTICLE 1

Dans le but de permettre aux coopératives et aux organismes sans but lucratif de bénéficier du programme AccèsLogis Québec, le présent règlement instaure un programme municipal d'aide financière complémentaire au programme AccèsLogis Québec de la Société d'habitation du Québec.

ARTICLE 2

Ce programme permet à la municipalité d'accorder à toute coopérative ou à tout organisme sans but lucratif une aide financière pour chaque projet admissible au programme AccèsLogis Québec de la Société d'habitation du Québec sur son territoire.

ARTICLE 3

L'aide financière accordée par la municipalité dans le cadre du présent programme consiste en ce qui suit :

• Travaux d'infrastructures

Les coûts reliés aux travaux d'infrastructures pour le branchement aux services municipaux tels qu'égouts et aqueduc pourraient être assumés par la municipalité.

• Don de terrains

Le don d'un terrain permettant la construction d'unités d'habitation pourrait être fait par la municipalité.

• Aide financière additionnelle

Une aide financière additionnelle d'un montant de _____ \$ par unité de logement pourra être versée à l'obtention de l'engagement définitif de la Société d'Habitation du Québec pour pallier aux coûts de la construction.

• Crédit de taxes foncières

Un crédit de taxes foncières correspondant à 100% des taxes foncières pourra être octroyé à la fin des travaux de construction, et ce, pour une période maximale de 5 ans.

Lorsqu'une inscription au rôle d'évaluation foncière relative à un bâtiment pouvant faire l'objet d'une aide financière est contestée, l'aide n'est versée, avec réajustement s'il y a lieu, qu'au moment où une décision finale est rendue sur cette contestation.

La municipalité de _____ s'engage également à participer au programme de supplément au loyer de la Société d'Habitation du Québec, à raison de 50% ou plus des unités de logement prévues au projet, pour un montant annuel équivalent à 10% des coûts reliés audit programme, et ce, pour une période minimale de 5 ans.

ARTICLE 4

Le présent règlement entrera en vigueur selon la Loi et sera publié sur le site Internet de la municipalité.

Adoptée

VOIRIE

Il n'y a rien de spécial à signaler en voirie.

RENOUVELLEMENT DE L'ADHÉSION À COPERNIC

202105-122

Il est proposé par le conseiller Claude Blain
appuyé par le conseiller Richard Viau

QUE la Municipalité de Saint-Adrien renouvelle l'adhésion à Copernic
au montant de 50 \$.

Adoptée

PROPOSITION DE H₂O – SERVICES PROFESSIONNELS RÉSEAU D'ÉGOUT - RENOUVELLEMENT

202105-123

Il est proposé par le conseiller Richard Viau
appuyé par le conseiller Claude Dupont

QUE la Municipalité de Saint-Adrien accepte la proposition de H₂O
Opération et maintenance pour l'échantillonnage mensuel en plus du
rapport SOMAEU sur la plate-forme du ministère au coût de 505 \$
(taxes non-incluses) par mois pour une période d'un an.

Adoptée

PLAN DE SÉCURITE CIVILE – FORMATION D'UN COMITÉ

202105-124

Il est proposé par le conseiller Adrien Gagnon
appuyé par le conseiller Maxime Allard

QUE le maire, Pierre Therrien ainsi que les conseillers Richard Viau et
Francis Picard soient nommés pour siéger sur le comité Plan de sécurité
civile et ils s'engagent à tenir minimalement une rencontre annuelle afin
de faire les mises à jour nécessaire du plan.

Adoptée

DEMANDE DE PRÊT

202105-125

Il est proposé par le conseiller Richard Viau
appuyé par le conseiller Maxime Allard

QUE la Municipalité de Saint-Adrien accepte de faire un prêt à la
Coopérative du Marché au Cœur de 5 000 \$ en fond de roulement afin
d'installer un « Food truck » sur le terrain situé au 1609 Principale et
qu'une entente soit signée avec les promoteurs.

QUE le prêt doit entièrement être remboursé au 31 octobre 2021.

Adoptée

PROJET TABLES EXTÉRIEURES ET AMÉNAGEMENT

CONSIDÉRANT la signature de l'entente relative au Fonds Régions et Ruralité entre la MRC des Sources et le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation datée du 31 mars 2019 ;

CONSIDÉRANT l'adoption par la MRC des Sources de son Cadre de vitalisation ;

CONSIDÉRANT QUE le projet Tables extérieures et aménagement, présenté par la Coopérative du Marché au Cœur, répond aux orientations soutenir les initiatives locales, favoriser l'économie de proximité et embellir nos milieux de vie de la Stratégie de développement de la Municipalité de Saint-Adrien. ;

CONSIDÉRANT QUE le projet est en concordance avec l'axe de vitalisation ;

202105-126

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Richard Viau appuyé par le conseiller Maxime Allard

QUE la Municipalité de Saint-Adrien appuie le projet Tables extérieures et aménagement, présenté par la Coopérative du Marché au Cœur et présente au comité de vitalisation de la MRC des Sources une demande de contribution financière pour le fonds pour l'attractivité pour un montant de 5 000 \$.

Adoptée

PLANIFICATION STRATÉGIQUE

Une rencontre aura lieu le jeudi 6 mai 2021 à 19 h et une deuxième rencontre aura lieu le 12 mai 12 h 30.

EMBAUCHE D'UNE CHARGÉE DE PROJET – COMPOSTAGE

202105-127

Il est proposé par le conseiller Francis Picard appuyé par le conseiller Claude Dupont

QUE la Municipalité de Saint-Adrien embauche madame Lucie Lemelin pour une période de 6 semaines, soit 30 heures par semaine à 18 \$ / heure plus 40 \$ de frais de déplacement par semaine pour faire un suivi dans le dossier de compostage domestique et de déphosphatation.

Adoptée

AVIS DE MOTION

202105-128

AVIS DE MOTION est par les présentes donné par Claude Dupont, conseiller, qu'à une prochaine séance de ce conseil sera présenté pour adoption le *Règlement numéro 371 modifiant le Règlement numéro 352 portant sur la gestion contractuelle.*

Dans le but de respecter les exigences prévues à l'article 445 du *Code municipal* (RLRQ, c. C-27.1), le projet de *Règlement numéro XXX modifiant le Règlement numéro 352 portant sur la gestion contractuelle* est déposé. Une copie de ce projet de règlement est jointe en annexe au présent avis.

PROJET DE RÈGLEMENT DE GESTION CONTRACTUELLE

RÈGLEMENT NUMÉRO 371 MODIFIANT LE RÈGLEMENT NUMÉRO 352 PORTANT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité a adopté le Règlement numéro 352 portant sur la gestion contractuelle le 3 juillet 2018 à la suite de l'entrée en vigueur de la *Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs* (L.Q. 2017 c. 13) ;

CONSIDÉRANT QUE la *Loi instaurant un nouveau régime d'aménagement dans les zones inondables des lacs et des cours d'eau, octroyant temporairement aux municipalités des pouvoirs visant à répondre à certains besoins et modifiant diverses dispositions* (L.Q. 2021 c. 7) a été sanctionnée le 25 mars 2021 et que certaines de ses dispositions sont entrées en vigueur à cette date ;

CONSIDÉRANT QUE l'article 124 de cette loi impose aux municipalités l'obligation de prévoir, dans le règlement portant sur la gestion contractuelle, des mesures pour favoriser, pour une période de trois ans à compter du 25 juin 2021, les biens et les services québécois et les fournisseurs, les assureurs et les entrepreneurs qui ont un établissement au Québec et ce, pour la passation de tout contrat qui comporte une dépense inférieure au seuil d'appel d'offres public fixé par règlement ministériel ;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de modifier le Règlement numéro 352 portant sur la gestion contractuelle afin d'y intégrer des mesures pour favoriser les biens et les services québécois et les fournisseurs, les assureurs et les entrepreneurs qui ont un établissement au Québec, conformément à l'article 124 de la loi précitée ;

CONSIDÉRANT QU'un avis de motion du *Règlement numéro XXX modifiant le Règlement numéro 352 portant sur la gestion contractuelle* a été donné le _____ 2021 ;

CONSIDÉRANT QUE le projet de règlement a été déposé le _____ 2021 ;

LE CONSEIL DE LA MUNICIPALITE DE SAINT-ADRIEN DECRETE CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1. MESURES AFIN DE FAVORISER LES BIENS ET SERVICES QUÉBÉCOIS

Le *Règlement numéro 352 portant sur la gestion contractuelle* est modifié par l'ajout, après le chapitre 2 intitulé « Mesures visées à l'article 938.1.2 du Code municipal », du chapitre 2.1 qui se lit comme suit :

« Chapitre 2.1 - MESURES VISÉES À L'ARTICLE 124 DE LA LOI INSTAURANT UN NOUVEAU RÉGIME D'AMÉNAGEMENT DANS LES ZONES INONDABLES DES LACS ET DES COURS D'EAU, OCTROYANT TEMPORAIREMENT AUX MUNICIPALITÉS DES POUVOIRS VISANT À RÉPONDRE À CERTAINS BESOINS ET MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS

Section I - MESURES AFIN DE FAVORISER LES BIENS ET SERVICES QUÉBÉCOIS DE MÊME QUE LES FOURNISSEURS, ASSUREURS ET ENTREPRENEURS QUI ONT UN ÉTABLISSEMENT AU QUÉBEC

33.1. Pour la période allant du 25 juin 2021 au 25 juin 2024, la Municipalité favorise, aux fins de la passation de tout contrat qui comporte une dépense inférieure au SAP, l'acquisition de biens et la fourniture de services québécois ainsi que les fournisseurs, les assureurs et les entrepreneurs qui ont un établissement au Québec.

À cet effet, la Municipalité favorise l'acquisition de biens créés et fabriqués au Québec de même que la fourniture de services par des entreprises québécoises. La Municipalité favorise également les fournisseurs, assureurs et entrepreneurs qui ont un établissement au Québec et qui peuvent répondre à ses besoins.

Lorsque la Municipalité procède à la sollicitation et à l'adjudication d'un contrat par demande de prix, appel d'offres sur invitation ou de gré à gré, elle doit s'assurer d'inviter des fournisseurs, assureurs et entrepreneurs qui sont en mesure de lui offrir des biens et services québécois ainsi que des fournisseurs, assureurs et entrepreneurs qui ont un établissement au Québec.

À cet effet, le fonctionnaire responsable de la sollicitation doit prendre les moyens nécessaires afin de favoriser l'octroi de tout contrat qui comporte une dépense inférieure au SAP à des fournisseurs, assureurs et entrepreneurs qui sont en mesure d'offrir à la Municipalité des biens et services québécois ainsi qu'à des fournisseurs, assureurs et entrepreneurs qui ont un établissement au Québec. Le fonctionnaire responsable de la sollicitation doit documenter le processus au moyen d'un support approprié.

Le présent article ne peut avoir pour effet de nuire à la saine gestion des dépenses publiques. Advenant le cas où la fourniture de biens ou services par un fournisseur, assureur ou entrepreneur ayant un établissement au Québec ne peut être profitable à la Municipalité, le fonctionnaire responsable de l'appel d'offres doit documenter sa décision en s'appuyant sur des faits objectifs et démontrables.

- 33.2. Dans le cadre d'un appel d'offres par invitation lancé en vertu du présent règlement, la Municipalité se réserve le droit d'adjuger le contrat à un soumissionnaire qui n'a pas déposé la soumission la plus basse conditionnellement à ce que le prix de sa propre soumission n'excède pas le prix de la soumission la plus basse de plus de 5 %.
- 33.3 Dans le cadre d'une demande de prix transmise à plusieurs fournisseurs, la Municipalité se réserve le droit d'offrir à un fournisseur local ayant proposé un prix supérieur à un fournisseur « non local » la possibilité de réduire son prix à celui du fournisseur « non local ».
- 33.4 Dans le cadre d'une demande de prix transmise à plusieurs fournisseurs, la Municipalité peut, en cas d'égalité des prix proposés, favoriser le fournisseur local. »

ARTICLE 2. ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur selon la loi.

Adoptée

**JOURNÉE INTERNATIONALE
CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE**

CONSIDÉRANT QUE la Charte québécoise des droits et libertés de la personne reconnaît qu'aucune discrimination ne peut être exercée sur la base de l'orientation sexuelle, de l'identité de genre ou de l'expression de genre ;

CONSIDÉRANT QUE le Québec est une société ouverte à toutes et à tous, y compris aux personnes lesbiennes, gaies, bissexuelles et trans (LGBTQ+) et à toutes autres personnes se reconnaissant dans la diversité sexuelle et la pluralité des identités et des expressions de genre ;

CONSIDÉRANT QUE malgré les récents efforts pour une meilleure inclusion des personnes LGBT, l'homophobie et la transphobie demeurent présentes dans la société ;

CONSIDÉRANT QUE le 17 mai est la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie, que celle-ci est célébrée de fait dans de nombreux pays et qu'elle résulte d'une initiative québécoise portée par la Fondation Émergence dès 2003 ;

CONSIDÉRANT QU' il y a lieu d'appuyer les efforts de la
Fondation Émergence dans la tenue de cette
journée ;

202105-129

Il est résolu à l'unanimité de proclamer le 17 mai JOURNÉE
INTERNATIONALE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA
TRANSPHOBIE et de souligner cette journée en tant que telle.

Adoptée

CERTIFICATS CADEAUX – SONDAGE

202105-130

Il est proposé par le conseiller Adrien Gagnon
appuyé par le conseiller Claude Dupont

QUE la Municipalité de Saint-Adrien autorise l'achat de certificats
cadeaux pour un montant total de 200 \$, soit un (1) certificat de cent
dollars (100 \$) du Comptoir St-Vrak, deux (2) certificats de vingt-cinq
dollars (25 \$) du Fromage Petit Mont Ham et deux (2) certificats de
vingt-cinq (25 \$) du Salon Le Laurier.

Un tirage au sort sera effectué auprès des résidents qui auront remis leur
sondage dûment complété.

Adoptée

LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

202105-131

Le conseiller Adrien Gagnon propose que la session soit close à
21 h 30.

.....
Maryse Ducharme,
Directrice générale et secrétaire-trésorière

.....
Pierre Therrien, maire

*"Je, Pierre Therrien, maire atteste que la signature du présent procès-
verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il
contient au sens de l'article 142 (2) du Code Municipal".*

